

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

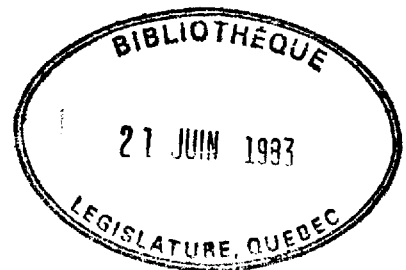
QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 40

**Loi sur l'enseignement primaire
et secondaire public**

Première lecture

Présenté par
M. Camille Laurin
Ministre de l'Éducation



Éditeur officiel du Québec

1983

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi reconnaît à l'enfant le droit à des services éducatifs qui contribuent à sa formation, favorise son insertion sociale et lui permettent de développer son autonomie, son jugement personnel et son sens des responsabilités morales et sociales. La jouissance de ce droit est assurée par un système public d'éducation qui offre gratuitement des services éducatifs à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire, dans le respect de la liberté de conscience et de religion, dans le respect des droits individuels et collectifs et dans le respect des droits que la loi reconnaît aux communautés linguistiques anglophone et autochtone.

Le projet définit le statut et le mode de fonctionnement des écoles et des commissions scolaires ainsi que leurs rapports avec le ministre de l'Éducation et le gouvernement. Il reconnaît notamment une autonomie à l'école pour qu'elle puisse vivre un projet éducatif qui comporte des orientations et un plan d'action accordés à son milieu et élaborés en collaboration permanente avec les parents, les élèves et le personnel de l'école et qu'elle puisse remplir sa mission complémentaire de promotion et d'animation de la communauté sur les plans social et culturel.

Il prévoit également la délivrance de permis d'enseigner et les pouvoirs de tutelle du ministre.

Il édicte enfin des dispositions provisoires pour permettre la mise en oeuvre du présent projet ainsi que des dispositions de concordance, transitoires et finales.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1);

2° la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3);

3° la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

- 4° la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);
- 5° la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1);
- 6° la Loi sur les bourses pour le personnel enseignant (L.R.Q., chapitre B-7);
- 7° la Loi sur le Barreau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8);
- 8° la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2);
- 9° la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4);
- 10° la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);
- 11° la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18);
- 12° la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- 13° le Code municipal;
- 14° le Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25);
- 15° le Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26);
- 16° le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27);
- 17° la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);
- 18° la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35);
- 19° la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37);
- 20° la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1);
- 21° la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);
- 22° la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);
- 23° la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60);
- 24° la Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1);
- 25° la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70);
- 26° la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75);

- 27° la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78);
- 28° la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7);
- 29° la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9);
- 30° la Loi sur l'enseignement spécialisé (L.R.Q., chapitre E-10);
- 31° la Loi sur l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1);
- 32° la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24);
- 33° la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);
- 34° la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5);
- 35° la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5);
- 36° la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);
- 37° la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14);
- 38° la Loi sur les listes électorales (L.R.Q., chapitre L-4.1);
- 39° la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15);
- 40° la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21);
- 41° la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24);
- 42° la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1);
- 43° la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1);
- 44° la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22);
- 45° la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32);
- 46° la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2);
- 47° la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);

48° la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11);

49° la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1);

50° la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1);

51° la Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec (L.R.Q., chapitre S-15);

52° la Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36);

53° la Loi sur les villes minières (L.R.Q., chapitre V-7);

54° la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89);

55° la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102);

56° la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95);

57° la Loi constituant la Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal (1971, chapitre 98);

58° la Loi concernant la commission scolaire de la Côte nord du golfe Saint-Laurent (1966-1967, chapitre 125);

59° la Loi concernant la commission scolaire du Nouveau-Québec (1968, chapitre 110).

Projet de loi 40

Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

SERVICES ÉDUCATIFS

1. Les services éducatifs comprennent, à l'éducation préscolaire, des services de formation et d'éveil et, au primaire et au secondaire, des services d'enseignement.

Ils comprennent également des services complémentaires et, s'il y a lieu, des services particuliers.

2. Les services de formation et d'éveil dispensés à l'éducation préscolaire ont pour but de permettre à l'élève de développer harmonieusement les ressources de sa personnalité en lui fournissant l'occasion de vivre dans une société qui s'étend au-delà de sa famille et de son voisinage.

3. Les services d'enseignement comprennent l'ensemble des cours obligatoires et des cours à option qui ont pour but:

1° au primaire, de favoriser les apprentissages fondamentaux nécessaires au développement intellectuel de l'élève, à l'intégration de son expérience et à son insertion sociale;

2° au secondaire, de poursuivre la formation et de faciliter l'orientation personnelle et sociale de l'élève en vue de le préparer à poursuivre ses études ou à entrer sur le marché du travail.

4. Les services éducatifs complémentaires ont pour but de favoriser la progression continue de l'élève à l'école:

1° en assurant un soutien aux services de formation et d'éveil et aux services d'enseignement;

2° en assurant le développement de son autonomie, de son sens des responsabilités, de son sentiment d'appartenance à l'école, de son initiative et de sa créativité;

3° en concourant à la solution des difficultés qu'il est appelé à surmonter;

4° en assurant sa sécurité morale et physique.

Ils sont personnels ou collectifs.

5. Les services complémentaires personnels sont offerts en fonction des besoins de l'élève et comprennent notamment des services d'orientation scolaire et professionnelle, des services de pastorale scolaire, des services d'aide en psychologie, en orthophonie, en psychopédagogie ou en recherche d'emploi, des services de santé et des services sociaux.

6. Les services complémentaires collectifs comprennent notamment des activités d'aide à l'enseignement, des activités de promotion des droits et responsabilités de l'élève et des activités de participation de l'élève à la vie de l'école.

7. Les services éducatifs particuliers sont offerts à certaines catégories d'élèves dans le but de favoriser l'atteinte des objectifs des autres services éducatifs. Ils sont organisés dans des circonstances ou selon des modalités spécifiques.

8. Les services éducatifs particuliers à l'élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage comprennent des services d'enseignement et des services complémentaires spécialisés.

9. Les services d'accueil sont des services particuliers d'enseignement destinés à l'élève non admissible à l'enseignement en anglais, selon le chapitre VIII de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11), qui ne connaît pas suffisamment le français pour être intégré dans une classe ordinaire et qui est inscrit à l'enseignement en français pour la première fois.

10. Les services de soutien linguistique en français sont des services particuliers d'enseignement destinés à l'élève non admissible aux services d'accueil, inscrit à l'enseignement en français pour la première fois et qui, de l'avis de ses parents ou du personnel de l'école, ne possède pas une connaissance usuelle du français.

11. Les services d'enseignement à domicile ou en milieu hospitalier sont des services particuliers d'enseignement destinés à l'élève requérant des soins de santé particuliers.

12. Les services de soutien pédagogique sont des services particuliers d'enseignement qui ont pour but de prévenir les difficultés d'apprentissage d'un élève ou de faciliter le rattrapage ou le passage d'un élève d'une classe à une autre. À l'enseignement secondaire, ces services ont aussi pour but de faciliter la réorientation de l'élève.

13. L'année scolaire s'étend du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE II

ÉLÈVES

14. Toute personne âgée de cinq ans et plus a droit à l'éducation préscolaire, à des services de formation et d'éveil et, au primaire et au secondaire, à des services d'enseignement.

Elle peut aussi recevoir d'autres services éducatifs dans la mesure prévue par la présente loi.

15. Toute personne mineure domiciliée au Québec et fréquentant une école publique a droit à la gratuité des services éducatifs prévus par la présente loi, de l'éducation préscolaire jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire.

Une personne handicapée âgée de 18 à 21 ans qui a besoin d'une période complémentaire d'éducation a aussi droit à des services éducatifs gratuits dans la mesure prévue par la présente loi.

16. L'âge d'admissibilité d'un élève est déterminé au premier octobre de chaque année ou à une autre date fixée par décret du gouvernement. Ce décret est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

17. L'élève a le droit de choisir entre l'enseignement religieux, catholique ou protestant, et l'enseignement moral.

À l'éducation préscolaire, ce choix s'exerce entre des activités d'éveil à la dimension religieuse et des activités d'éveil à la dimension morale.

À l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et aux deux premières années de l'enseignement secondaire, les parents exercent ce droit pour leur enfant.

18. Les parents de l'élève ou l'élève majeur ont le droit de choisir l'école qui répond le mieux à leur préférence ou dont le projet éducatif correspond le plus à leurs valeurs.

L'exercice de ce droit est assujéti aux critères que peut établir une commission scolaire pour tenir compte de la capacité d'accueil de l'école et des services éducatifs qu'elle dispense.

L'exercice de ce droit ne permet pas d'exiger le transport gratuit lorsque le transport requis pour cet élève entraîne des coûts excédant les normes prévues par la commission scolaire pour le transport des élèves.

19. Tout enfant âgé de 5 ans au premier octobre d'une année doit fréquenter une école à compter du premier jour du calendrier scolaire jusqu'au dernier jour du calendrier scolaire de l'année où il atteint l'âge de 15 ans.

En est dispensé l'élève qui:

1° fréquente pendant cette période une école privée au sens de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9);

2° s'absente de l'école pour cause de maladie;

3° est dispensé de cette obligation par la commission scolaire;

4° reçoit à la maison un enseignement que la commission scolaire estime équivalent à celui qui est dispensé à l'école.

Malgré le premier alinéa, une commission scolaire peut, à la demande des parents, dispenser de l'obligation scolaire un enfant âgé de moins de six ans au premier octobre d'une année.

20. Il est interdit d'employer un élève durant les heures de classe avant la fin de l'année scolaire où il atteint l'âge de 15 ans, à moins qu'une dispense n'ait été accordée en vertu de l'article 19.

Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 50 \$ à 200 \$.

21. Les parents doivent prendre les moyens nécessaires pour que leur enfant fréquente assidûment l'école.

22. L'école s'assure que les élèves qui y sont inscrits la fréquentent assidûment.

En cas d'absence répétée d'un élève, l'école doit user de persuasion auprès de celui-ci et de ses parents; si elle ne réussit pas de cette manière, elle doit, par lettre recommandée ou certifiée, mettre en demeure la personne qui a la garde physique de l'élève de prendre les moyens nécessaires pour que l'élève fréquente assidûment l'école.

Une copie de la mise en demeure est transmise à la commission scolaire.

23. La personne qui a reçu la mise en demeure et qui ne s'y conforme pas commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 50 \$ à 200 \$.

24. Toute poursuite pour une infraction aux articles 20 ou 23 est intentée par la commission scolaire, suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), devant un juge du Tribunal de la jeunesse qui a compétence sur le territoire où l'école est située.

Les amendes imposées sont versées à la commission scolaire.

25. L'élève et ses parents peuvent recourir au Protecteur du citoyen pour faire respecter les droits de l'élève.

26. Le Protecteur du citoyen fait enquête, à la demande d'un élève ou de ses parents, chaque fois qu'il a raison de croire que, dans l'exercice d'une fonction administrative, le titulaire d'une fonction ou d'un emploi relevant d'un organisme scolaire a lésé un élève dans l'exercice ou la jouissance d'un droit reconnu par le présent chapitre.

Il fait également enquête, de sa propre initiative, chaque fois qu'il a raison de croire qu'il y a eu irrégularité grave et que justice n'a pas été ou ne pourra être rendue.

Pour les fins du présent article, l'expression « organisme scolaire » désigne une école, une commission scolaire ainsi que les comités d'une école et d'une commission scolaire institués par la présente loi.

27. La demande de l'élève ou de ses parents adressée au Protecteur du citoyen est réputée faite suivant la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32).

CHAPITRE III

ÉCOLE

SECTION I

CONSTITUTION

28. L'école est un établissement d'enseignement, sous l'autorité d'un conseil d'école, qui est destiné à assurer l'éducation des élèves dans le cadre de son projet éducatif et qui exerce ses activités avec la collaboration des parents, du personnel de l'école et des élèves.

29. L'école est établie par la commission scolaire qui en indique le nom, l'adresse, la composition du conseil d'école, le statut linguistique, les biens immobiliers mis à sa disposition ainsi que le niveau d'enseignement et les services éducatifs qu'elle dispense.

30. L'école est publique et commune.

Elle peut intégrer dans son projet éducatif les valeurs de la communauté à laquelle elle dispense des services.

31. L'école peut intégrer dans son projet éducatif les croyances et les valeurs religieuses d'une confession particulière.

32. Après consultation des parents, l'école peut demander au comité catholique ou au comité protestant institués par la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60) une reconnaissance comme école catholique ou comme école protestante.

33. Le ministre peut établir une école à vocation régionale ou nationale.

Il indique alors le nom de l'école, son adresse, son statut linguistique, son mode d'administration, les services qu'elle offre, son territoire, les biens immobiliers mis à sa disposition et la commission scolaire dont elle relève.

34. Tous les cinq ans, la commission scolaire, après consultation des écoles, peut modifier ou révoquer les actes d'établissement des écoles de son territoire.

Cependant, toute école peut, en tout temps, demander la modification ou la révocation de son acte d'établissement.

35. Le conseil d'école exerce les fonctions attribuées à l'école.

36. L'école peut, dans le cadre de sa compétence, conclure une entente avec une autre école pour pourvoir à la fourniture de biens ou de services ou pour mettre en commun une activité.

37. L'école fournit tout renseignement exigé par la commission scolaire, à la date et dans la forme demandée.

38. L'école fait annuellement un rapport d'activité qu'elle rend public de la manière qu'elle détermine.

SECTION II

CONSEIL D'ÉCOLE

§ 1.—*Composition et formation*

39. Un conseil d'école comprend au plus 14 membres et il est composé des personnes suivantes:

1° le commissaire de l'école élu conformément à la section II du chapitre IV;

2° des parents qui sont élus par les parents des élèves fréquentant l'école et qui ne sont pas membres du personnel de l'école;

3° au moins un membre du personnel enseignant de l'école élu par ses pairs, si ceux-ci le désirent;

4° au moins un membre du personnel non enseignant de l'école élu par ses pairs, si ceux-ci le désirent;

5° au moins un élève élu par les élèves du second cycle de l'enseignement secondaire de l'école, si ceux-ci le désirent;

6° le directeur de l'école, qui n'a pas droit de vote.

Les personnes visées au paragraphe 2° du premier alinéa doivent être majoritaires au conseil d'école.

40. Avant le 30 septembre, le directeur de l'école convoque nommément, par écrit, les parents des élèves fréquentant l'école, à une assemblée générale pour qu'ils élisent leurs membres au conseil d'école.

41. Les parents élus entrent en fonction le jour de leur élection.

42. Avant le 30 septembre, le directeur de l'école convoque une assemblée des membres du personnel enseignant et une assemblée des membres du personnel non enseignant de l'école pour qu'ils décident s'ils désirent être représentés au conseil d'école.

Si le vote est affirmatif, le directeur fixe la date de l'élection qui ne peut être postérieure au 30 octobre.

43. Le membre du personnel élu entre en fonction le jour de son élection.

44. Avant le 30 septembre, le directeur d'une école secondaire convoque une assemblée des élèves du second cycle pour qu'ils décident s'ils désirent être représentés au conseil d'école.

Si le vote est affirmatif, le directeur fixe la date de l'élection qui ne peut être postérieure au 30 octobre.

45. L'élève élu entre en fonction le jour de son élection.

46. Le directeur général des élections établit la procédure d'élection des membres du conseil autres que le commissaire de l'école.

47. Le mandat des membres du conseil d'école autres que le commissaire de l'école est d'une durée de deux ans.

48. Les membres du conseil d'école demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. Un membre qui, en cours de mandat, cesse de remplir les conditions requises pour son élection ou sa nomination peut demeurer en fonction jusqu'au 1^{er} juillet suivant.

49. Un siège vacant à la suite du départ d'un des membres du conseil d'école autre que le commissaire de l'école est pourvu en suivant le mode prescrit pour la désignation du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée de son mandat.

§ 2.—*Fonctionnement*

50. Le conseil d'école choisit son président parmi ses membres autres que ceux qui sont désignés par le personnel de l'école ou les élèves.

51. Le mandat du président est d'un an; il peut être renouvelé.

52. Le quorum du conseil d'école est atteint quand la majorité des membres, à l'exclusion du directeur de l'école, sont présents. Cependant, il ne peut être inférieur à trois personnes.

53. Les décisions du conseil d'école sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents.

S'il y a partage des voix, la voix du président est prépondérante.

54. Si le quorum d'un conseil d'école ne peut être atteint pendant une période de six semaines consécutives, la commission scolaire peut nommer une ou plusieurs personnes ayant les qualités requises pour siéger à ce conseil.

55. Le directeur de l'école préside le conseil d'école jusqu'à l'élection du président.

56. Le président dirige les séances du conseil d'école et exerce les autres fonctions que lui confie le conseil.

57. En cas d'incapacité temporaire d'agir du président, le conseil d'école choisit un suppléant autre qu'un membre du personnel ou un élève pour assurer l'intérim.

58. Le conseil d'école établit ses règles de régie interne. Ces règles doivent notamment prévoir:

1° la tenue d'au moins une séance par mois, sauf en juillet et en août;

2° la déchéance d'un membre du conseil de son siège s'il est absent de six séances consécutives tenues à intervalle d'au moins sept jours;

3° une période pendant chaque séance du conseil où les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du conseil; ces règles peuvent prévoir la durée de cette période de question, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

59. Les séances du conseil d'école sont publiques. Toutefois, le conseil peut décréter le huis clos lorsqu'il estime que les délibérations peuvent porter atteinte à la réputation d'un individu ou que, en raison de l'intérêt public, le sujet doit être traité confidentiellement.

60. Le procès-verbal de chaque séance du conseil d'école est consigné dans un registre tenu à cette fin par le directeur de l'école ou une personne qu'il désigne à cette fin. Le registre est public.

Toute personne peut obtenir copie d'un extrait du registre contre paiement de frais raisonnables fixés par l'école.

61. Les procès-verbaux approuvés par le conseil d'école, les documents émanant de lui ou faisant partie de ses archives ou leur copie font preuve de leur contenu lorsqu'ils sont certifiés conformes par le président ou par la personne autorisée à le faire par une règle de régie interne.

62. Aucun membre d'un conseil d'école ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

SECTION III

COMITÉS DE L'ÉCOLE

63. Les parents, les membres du personnel et, le cas échéant, les élèves de l'école secondaire peuvent se regrouper en un comité d'école pour exercer les fonctions du comité de parents, du comité pédagogique et du comité des élèves prévues par la présente section.

64. Avant le 30 septembre, le directeur de l'école convoque par écrit une assemblée des parents pour former un comité de parents.

L'assemblée des parents détermine la composition du comité et en élit les membres. Le nombre de membres du comité ne peut être supérieur à 15.

L'assemblée des parents peut décider de ne pas former un comité de parents.

65. Le comité de parents a pour fonctions:

1° de donner son avis sur la détermination des orientations et l'établissement du plan d'action du projet éducatif de l'école;

2° de promouvoir la participation des parents à l'amélioration des services éducatifs et communautaires;

3° de faire toute recommandation propre à assurer le meilleur fonctionnement possible de l'école;

4° d'étudier tout sujet sur lequel le conseil d'école le consulte.

66. Le comité de parents détermine annuellement, parmi les sujets suivants, ceux sur lesquels il est consulté:

1° la modification ou la révocation de l'acte d'établissement de l'école;

2° les modalités d'application du régime pédagogique;

3° l'orientation générale en vue de l'enrichissement des objectifs et des contenus notionnels indicatifs des programmes officiels et en vue de l'élaboration de programmes locaux;

4° les normes et modalités d'évaluation des apprentissages de l'élève;

5° les critères pour le choix des méthodes pédagogiques, des manuels scolaires et du matériel didactique pour les matières qu'il précise;

6° le choix des activités parascolaires et des formes d'encadrement de l'élève;

7° les règles pour la conduite et la discipline de l'élève;

8° les mesures de sécurité pour l'élève.

67. Avant le 30 septembre, le directeur de l'école convoque une assemblée du personnel enseignant et du personnel professionnel non enseignant de l'école pour former un comité pédagogique.

L'assemblée du personnel détermine la composition du comité et en élit les membres. Le nombre de membres du comité ne peut être supérieur à 15.

L'assemblée du personnel peut décider de ne pas former un comité pédagogique.

68. Le comité pédagogique a pour fonctions:

1° de donner son avis sur la détermination des orientations et l'établissement du plan d'action du projet éducatif de l'école;

2° de promouvoir la participation du personnel à l'amélioration des services éducatifs;

3° de faire toute recommandation propre à assurer le meilleur fonctionnement possible de l'école, notamment en ce qui concerne les modalités d'application du régime pédagogique;

4° d'étudier tout sujet sur lequel le conseil d'école le consulte.

69. Le comité pédagogique détermine annuellement, parmi les sujets suivants, ceux sur lesquels il est consulté ou sur lesquels il entend faire des recommandations:

1° les modalités d'application du régime pédagogique;

2° l'orientation générale en vue de l'enrichissement des objectifs et des contenus notionnels indicatifs des programmes officiels et en vue de l'élaboration de programmes locaux;

3° l'orientation générale des services complémentaires et des services particuliers à l'élève;

4° les normes et conditions d'évaluation des apprentissages de l'élève;

5° les critères pour le choix des méthodes pédagogiques, des manuels scolaires et du matériel didactique;

6° le choix des activités parascolaires et des formes d'encadrement de l'élève;

7° les règles pour la conduite et la discipline de l'élève;

8° les mesures de sécurité pour l'élève;

9° les besoins de perfectionnement.

70. Avant le 30 septembre, le directeur de l'école convoque une assemblée des élèves d'une école secondaire pour former un comité d'élèves.

L'assemblée des élèves détermine la composition du comité et en élit les membres. Le nombre de membres du comité ne peut être supérieur à 15.

L'assemblée des élèves peut décider de ne pas former un comité d'élèves.

71. Le comité d'élèves a pour fonctions:

1° de donner son avis sur la détermination des orientations et l'établissement du plan d'action du projet éducatif de l'école;

2° de promouvoir la participation des élèves aux activités de l'école;

3° de faire toute recommandation propre à assurer le meilleur fonctionnement possible de l'école;

4° d'étudier tout sujet sur lequel le conseil d'école le consulte.

72. Le comité d'élèves détermine annuellement, parmi les sujets suivants, ceux sur lesquels il est consulté:

1° les modalités d'application du régime pédagogique;

2° l'orientation générale en vue de l'enrichissement des objectifs et des contenus notionnels indicatifs des programmes officiels et en vue de l'élaboration de programmes locaux;

3° les normes et modalités d'évaluation des apprentissages de l'élève;

4° les critères pour le choix des méthodes pédagogiques, des manuels scolaires et du matériel didactique;

5° le choix des activités parascolaires et des formes d'encadrement de l'élève;

6° les règles pour la conduite et la discipline de l'élève;

7° les mesures de sécurité pour l'élève;

8° l'évaluation des services, des programmes et des activités.

73. L'école peut établir les modalités de consultation des comités.

74. Chaque comité établit ses règles de régie interne.

SECTION IV

PERSONNEL DE L'ÉCOLE

§ 1.—*Dispositions générales*

75. Le personnel de l'école exerce ses fonctions sous l'autorité du directeur de l'école.

76. Le personnel de l'école doit dispenser des services éducatifs de qualité.

77. Le personnel de l'école doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la qualité de l'usage de la langue écrite et parlée.

78. Le personnel de l'école doit respecter les orientations et le plan d'action du projet éducatif de l'école ainsi que les dispositions qui la régissent.

79. Un membre du personnel enseignant a le droit de refuser de dispenser l'enseignement religieux, catholique ou protestant, pour motif de liberté de conscience.

Celui-ci ne peut se voir imposer un congédiement, une suspension ou une mesure disciplinaire parce qu'il a exercé ce droit.

80. Un membre du personnel enseignant qui désire exercer son droit de refuser de dispenser l'enseignement religieux, catholique ou protestant, en informe, par écrit, le directeur de l'école.

Ce droit s'exerce au moment de l'engagement ou, dans le cas d'une personne déjà engagée, avant le premier avril pour l'année scolaire suivante. Le refus de dispenser l'enseignement religieux vaut jusqu'au moment où le directeur reçoit un avis à l'effet contraire.

81. Pour être affecté à l'enseignement religieux, catholique ou protestant, une personne doit satisfaire aux conditions de qualification exigées, au point de vue religieux, par le comité confessionnel en cause institué par la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

§ 2.—*Directeur d'école*

82. Le directeur de l'école est choisi par la commission scolaire sur la recommandation d'un comité de sélection composé majoritairement de membres du conseil d'école.

La commission scolaire peut désigner une personne pour occuper temporairement le poste de directeur de l'école.

83. Le mandat du directeur de l'école est d'une durée de cinq ans.

Le mandat est renouvelé automatiquement à moins que le directeur décide de ne pas le renouveler ou que le conseil d'école décide de ne pas le renouveler par un vote aux deux tiers des membres.

84. Le conseil d'école peut, en tout temps, par un vote aux deux tiers des membres, recommander à la commission scolaire de résilier le mandat du directeur de l'école.

85. En cas de résiliation ou de non renouvellement du mandat d'un directeur d'école ou lorsque l'acte d'établissement d'une école est révo-

qué, la commission scolaire affecte le directeur de l'école à un autre emploi, sauf si elle le congédie.

86. Le directeur de l'école doit:

1° assurer la mise en oeuvre des orientations et du plan d'action du projet éducatif de l'école;

2° veiller à l'exécution des décisions du conseil d'école, assurer l'administration courante de l'école et appliquer les dispositions qui la régissent;

3° assurer le bon fonctionnement de l'école et veiller à la qualité des services éducatifs dispensés par l'école;

4° favoriser la participation et la concertation des parents, des élèves et du personnel à la vie de l'école;

5° assurer la gestion du personnel réparti à l'école;

6° veiller au contrôle de la présence des élèves;

7° exercer les pouvoirs que lui délègue le conseil d'école.

Il rend compte de son administration au conseil d'école.

87. Le directeur de l'école peut faire partie des comités de l'école, mais sans droit de vote.

88. Le directeur de l'école peut exercer d'autres fonctions que lui confie la commission scolaire.

89. Lorsqu'un adjoint peut être nommé au directeur, celui-ci participe à la sélection de cette personne.

Un adjoint exerce les pouvoirs que le directeur lui délègue, par écrit, dans les cas et aux conditions que celui-ci détermine.

L'adjoint peut exercer les pouvoirs du directeur en cas d'absence de ce dernier.

SECTION V

FONCTIONS DE L'ÉCOLE

90. Dans les domaines de compétence que le chapitre IV attribue aux commissions scolaires, l'école exerce ses fonctions dans le cadre défini par la commission scolaire dont elle relève.

91. L'école a pour mission principale l'éducation de ses élèves. Elle a également pour mission de promouvoir les intérêts sociaux et culturels de la communauté à laquelle elle dispense des services.

Les parents, le personnel et les élèves peuvent, de concert, donner à l'école des orientations et un plan d'action accordés à son milieu. Les orientations et le plan d'action qu'ils définissent ainsi de temps à autre constituent des éléments du projet éducatif de l'école.

92. L'école dispense les services éducatifs aux élèves que la commission scolaire y a inscrits.

Elle dispense aux adultes les services éducatifs déterminés par la commission scolaire.

Elle peut aussi organiser ou permettre l'organisation dans ses locaux de services à la communauté.

93. L'école adopte les règles pour la conduite et la discipline de l'élève.

§ 1.— *Application du régime pédagogique*

94. L'école est responsable de l'application du régime pédagogique.

95. Sur la recommandation de son directeur, l'école établit le calendrier scolaire.

96. L'école répartit le temps requis pour les services d'enseignement et les autres services éducatifs en s'assurant de l'atteinte des objectifs obligatoires et de l'acquisition des contenus obligatoires prévus dans les programmes d'études officiels et en respectant les dispositions sur l'enseignement religieux, catholique ou protestant, qui peuvent être prescrites par le comité confessionnel en cause.

97. Après consultation de l'élève, de ses parents et du personnel en cause et conformément aux critères de la commission scolaire, le directeur de l'école peut intégrer un élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage à une classe ordinaire lorsqu'une telle mesure est possible et propre à faciliter l'insertion sociale de l'élève et ses apprentissages.

98. Au début de l'année scolaire, l'école transmet à l'élève et à ses parents la liste des personnes qui lui enseignent en précisant le nom du responsable du groupe d'élèves, le calendrier scolaire, les règles de l'école sur la conduite et la discipline de l'élève, le temps consacré à chaque matière, le résumé des programmes ainsi que les normes et les modalités de l'évaluation des apprentissages de l'élève.

§ 2.—*Services d'enseignement*

99. L'école est responsable de l'application des programmes d'activités de formation et d'éveil et des programmes d'études officiels.

Le personnel enseignant peut enrichir les objectifs des programmes dispensés par l'école et en adapter les contenus indicatifs conformément aux orientations déterminées par le conseil d'école.

100. En plus des programmes officiels, l'école peut en élaborer d'autres pour répondre à ses besoins particuliers.

101. L'école offre le choix entre l'enseignement religieux, catholique ou protestant, et l'enseignement moral.

L'école prend les moyens appropriés pour que ce choix s'exerce, chaque année, au moment de l'inscription de l'élève. S'il y a refus ou négligence des parents ou de l'élève du second cycle de l'enseignement secondaire d'exercer ce choix, l'école dispense alors l'enseignement choisi l'année précédente ou, à défaut, l'enseignement moral.

L'organisation de l'enseignement religieux, catholique ou protestant, ou de l'enseignement moral, selon le cas, doit permettre à chaque élève d'atteindre les objectifs et d'acquérir les contenus définis dans les programmes d'études officiels.

102. L'enseignement religieux, catholique ou protestant, est dispensé conformément au règlement du comité confessionnel en cause.

103. À condition que soient assurées l'atteinte des objectifs obligatoires et l'acquisition des contenus obligatoires compris dans les programmes d'études officielles, notamment en ce qui a trait à l'enseignement moral, l'école peut permettre qu'un enseignement religieux autre que catholique ou protestant soit dispensé si des parents en expriment le désir.

Cet enseignement fait l'objet d'une entente avec le groupe religieux dont les membres ont des enfants inscrits à cette école. Il est dispensé par une personne désignée et rémunérée par le groupe religieux.

104. Chaque membre du personnel enseignant détermine les modalités d'application de la méthode pédagogique en tenant compte du projet éducatif de l'école et en assurant la continuité du processus d'apprentissage de l'élève.

105. L'école choisit les manuels scolaires parmi la liste des manuels autorisés par le ministre et le matériel didactique.

L'école choisit les manuels appropriés à l'enseignement des programmes locaux.

106. L'école met gratuitement à la disposition de l'élève les manuels scolaires et le matériel didactique utilisés dans les classes ou ateliers. Cependant, cette gratuité ne s'étend pas aux documents dans lesquels l'élève écrit ou dessine.

107. L'école assure à l'élève l'accès à des livres de lecture et de référence.

108. L'élève prend soin des biens mis à sa disposition et les rend à la fin des activités scolaires; à défaut, l'école peut en réclamer la valeur aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur.

§ 3.—*Services complémentaires et particuliers*

109. L'école élabore des programmes de services complémentaires.

110. L'école offre à l'élève inscrit comme catholique un programme de services complémentaires, personnels ou collectifs, en animation pastorale conformément au règlement du comité catholique.

111. L'école peut, sur demande, offrir à l'élève inscrit comme protestant des services d'animation religieuse conformément au règlement du comité protestant.

112. L'école est responsable de l'adaptation et de l'application des programmes de services éducatifs particuliers qu'elle dispense.

Avant de dispenser des services particuliers à un élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ou des services de soutien pédagogique à un élève, l'école consulte l'élève, ses parents et le personnel en cause.

§ 4.—*Évaluation*

113. L'école établit les normes et modalités de l'évaluation des apprentissages de l'élève.

En collaboration avec le personnel en cause, l'école primaire juge de l'aptitude d'un élève à passer de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire.

114. L'école transmet à l'élève et à ses parents, au moins cinq fois par année, un rapport d'évaluation écrit sur les apprentissages de l'élève. Le premier rapport est transmis en octobre.

115. L'école délivre à l'élève et à ses parents, sur demande, une attestation de fréquentation scolaire et un relevé des résultats scolaires.

116. L'école collabore à l'évaluation que peut faire le ministre du régime pédagogique, des programmes d'études officiels et des manuels scolaires.

§ 5.—*Services à la communauté*

117. L'école peut organiser des services éducatifs autres que ceux qui sont prévus au régime pédagogique et des services socio-culturels ou sportifs.

Elle peut aussi permettre que d'autres personnes ou organismes organisent de tels services dans ses locaux.

118. L'école peut organiser des services de garde pour les élèves de l'enseignement primaire.

Elle peut aussi permettre que d'autres personnes ou organismes organisent des services de garde en garderie dans ses locaux.

119. L'école peut, au nom de la commission scolaire, dans le cadre de ses prévisions budgétaires et, s'il y a lieu, conformément aux normes d'emploi de la commission scolaire, contracter avec une personne ou un organisme pour assurer la fourniture de biens ou de services prévus dans la présente section.

Dans le cas de l'engagement d'une personne pour dispenser des services de garde, dans l'école, pour les élèves de l'enseignement primaire, l'école doit obtenir l'autorisation préalable de la commission scolaire.

L'école peut ester en justice pour les fins du présent article.

SECTION VI

RESSOURCES DE L'ÉCOLE

§ 1.—*Ressources humaines*

120. L'école élabore et transmet à la commission scolaire un plan d'effectifs. Ce plan exprime les besoins de l'école pour chaque catégorie de personnel.

121. Le directeur de l'école détermine la distribution des tâches et des responsabilités du personnel qui est réparti à l'école.

122. Sur recommandation du directeur, le conseil d'école détermine les besoins de perfectionnement du personnel de l'école et les transmet à la commission scolaire.

§ 2.—*Ressources matérielles*

123. L'école est responsable des biens mis à sa disposition par la commission scolaire et en détermine l'utilisation.

124. Toute entente pour l'utilisation des locaux mis à la disposition d'une école doit être autorisée préalablement par la commission scolaire si l'entente est faite pour plus d'un an.

125. Conformément à la réglementation de la commission scolaire pour l'approvisionnement, le maintien et le remplacement des biens et services, l'école détermine le matériel didactique, les manuels scolaires, l'outillage, l'équipement et les autres biens mobiliers qu'elle requiert pour ses fins.

126. L'école transmet à la commission scolaire ses besoins d'amélioration, d'aménagement, de construction, de transformation et de réfection de ses locaux à la date fixée par la commission scolaire.

§ 3.—*Ressources financières*

127. L'école élabore ses prévisions budgétaires annuelles et les transmet à la commission scolaire à la date et dans la forme que cette dernière détermine.

128. Les prévisions budgétaires maintiennent l'équilibre entre, d'une part, les dépenses et, d'autre part, les ressources financières allouées à l'école par la commission scolaire et les revenus qui sont propres à l'école, sous réserve des conditions ou exceptions et selon les modalités déterminées par la commission scolaire.

129. Les prévisions budgétaires sont sans effet tant qu'elles ne sont pas approuvées par la commission scolaire.

Toutefois, en cas d'urgence ou de nécessité, la commission scolaire peut autoriser une école, aux conditions qu'elle détermine, à engager des dépenses qui n'ont pas été approuvées.

130. Les revenus produits par la fourniture de biens ou services à la communauté ou les dépenses effectuées sont imputés aux crédits attribués à l'école.

Ils ne sont pas pris en considération par la commission scolaire lors de la détermination des règles et modalités de répartition des ressources financières autres que celles qui proviennent des taxes scolaires.

131. Le budget approuvé de l'école constitue des crédits distincts au sein du budget de la commission scolaire et les dépenses pour cette école sont imputées à ces crédits.

132. Le directeur de l'école est l'ordonnateur des opérations financières de l'école.

CHAPITRE IV

COMMISSION SCOLAIRE

SECTION I

CONSTITUTION

133. Une commission scolaire est constituée sur chaque territoire déterminé par décret du gouvernement publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Le décret répartit le territoire du Québec en territoires de commissions scolaires francophones et de commissions scolaires anglophones.

Le décret précise le statut linguistique de chaque commission scolaire.

Après consultation de la commission scolaire, le gouvernement détermine, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec*, le nom de la commission scolaire.

134. À la demande des commissions scolaires en cause, le gouvernement peut, par décret, diviser, annexer, fusionner leur territoire ou en changer les limites. Il fixe la date d'entrée en vigueur des modifications et les publie à la *Gazette officielle du Québec* dans les quarante-cinq jours de leur adoption.

135. Quand une commission scolaire est démembrée par suite de la formation d'une nouvelle commission scolaire ou de l'annexion d'une partie de son territoire à une autre commission scolaire, le gouvernement répartit l'actif ou le passif, selon le cas, entre les commissions scolaires en faveur desquelles le démembrement s'effectue en tenant compte:

- 1° de la répartition de la clientèle scolaire;
- 2° de la répartition du personnel;
- 3° de la situation géographique des immeubles scolaires;
- 4° de l'évaluation uniformisée, au sens de l'article 256, des immeubles imposables.

136. Une commission scolaire est une personne morale de droit public qui a les pouvoirs nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont conférées par la présente loi.

137. Chaque commission scolaire a compétence sur toutes les écoles de son territoire dont le statut linguistique est le même que le sien.

SECTION II

CONSEIL D'ADMINISTRATION

§ 1.—*Composition*

138. La commission scolaire est administrée par un conseil d'administration composé du commissaire de chaque école dont le statut linguistique est le même que le sien.

Le directeur général de la commission scolaire fait partie du conseil d'administration, mais il n'a pas droit de vote.

§ 2.—*Élection du commissaire d'école*

139. L'élection du commissaire d'école a lieu, tous les trois ans, le premier dimanche du mois de novembre.

140. A droit de vote à cette élection, toute personne qui, à la date du scrutin, a la qualité d'électeur au sens de l'article 2 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.1).

141. Pour exercer son droit de vote, l'électeur doit être inscrit sur la liste électorale préparée et révisée conformément à la Loi sur les listes électorales (L.R.Q., chapitre L-4.1).

Les listes électorales préparées et révisées conformément à la Loi sur les listes électorales sont les seules officielles et les seules qui doivent servir au scrutin.

L'électeur exerce son droit de vote au bureau de vote de la section de vote où est situé son domicile le premier jour du recensement. Toutefois, le directeur général des élections peut, pour faciliter le déroulement du scrutin ou si cela est nécessaire pour respecter les limites des commissions scolaires, répartir les électeurs en la manière qu'il juge appropriée.

142. Le directeur général des élections est responsable de la tenue de l'élection des commissaires d'école.

Il assigne, à un directeur du scrutin en fonction, une commission scolaire ou nomme, s'il le juge nécessaire, une personne pour agir comme directeur du scrutin pour chacune des commissions scolaires qui ne sont pas ainsi assignées.

143. Le directeur général des élections et son personnel possèdent pour la tenue de l'élection des pouvoirs analogues à ceux que la Loi électorale leur confère pour des élections. Il en va de même pour le personnel électoral.

Sauf dans la mesure où il en est prévu autrement par la présente loi, toute élection est régie par les dispositions de la Loi électorale et de ses règlements. Le directeur général des élections énumère, dans les règles qu'il établit, les modifications et adaptations nécessaires à l'application de cette loi et de ses règlements à l'élection des commissaires.

Le directeur général des élections établit également toutes autres règles nécessaires à la tenue de l'élection, et en particulier, des règles concernant la procédure à suivre lorsque l'élection d'un commissaire a lieu en même temps qu'une élection municipale.

144. Le directeur général des élections publie, au plus tard le vingt-neuvième jour qui précède le scrutin, un avis d'élection.

145. Tout électeur peut être élu commissaire d'une école située sur le territoire d'une commission scolaire où se trouve son domicile.

Toutefois, est inéligible toute personne que la Loi électorale rend inéligible ainsi qu'un membre du personnel d'une commission scolaire.

146. Un candidat ne peut poser sa candidature que dans une seule école.

147. Une personne qui désire poser sa candidature doit, au plus tard à 14 heures le quatorzième jour précédant celui du scrutin, produire une déclaration de candidature au bureau officiel du directeur du scrutin.

Chaque candidature doit être appuyée par cinq parents qui jurent ou affirment solennellement qu'ils ont un enfant fréquentant cette école.

148. Si le directeur du scrutin n'a reçu qu'une seule déclaration de candidature à la fin de la période prévue pour la production des déclarations, il proclame le candidat élu et en informe immédiatement le directeur général des élections et le conseil d'école.

149. Si le directeur du scrutin n'a reçu aucune déclaration de candidature à la fin de la période prévue pour la production des déclarations, il en informe immédiatement le directeur général des élections et le conseil d'école. Le conseil doit alors, dans les 15 jours qui suivent, combler le poste de commissaire de la manière qu'il juge appropriée. La personne ainsi nommée doit posséder le cens d'éligibilité.

Le conseil d'école en avise immédiatement la commission scolaire et le directeur général des élections qui publie à la *Gazette officielle du Québec*, dans les plus brefs délais, un avis indiquant les nom et prénom de la personne ainsi nommée.

Si la personne ainsi nommée est déjà membre du conseil d'école, sa nomination rend vacant le poste qu'elle occupe au sein du conseil d'école avant cette nomination.

150. Si le directeur du scrutin a reçu plus d'une déclaration de candidature, il ordonne la tenue d'un scrutin.

151. Le directeur du scrutin déclare élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix au terme du recensement des votes.

152. S'il y a égalité des voix, le directeur du scrutin demande un nouveau dépouillement.

Si l'égalité des voix persiste après ce nouveau dépouillement, une nouvelle élection a lieu.

153. Si aucune demande de nouveau dépouillement n'a été faite dans les quatre jours qui suivent le recensement des votes, le directeur du scrutin proclame élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

Le directeur du scrutin transmet sans délai cette proclamation au directeur général des élections et en fait parvenir une copie à chaque candidat ainsi qu'au conseil d'école.

154. Après avoir transmis une liste des candidats proclamés élus au secrétaire du conseil d'administration de chaque commission scolaire et après avoir avisé chaque conseil d'école, le directeur général des élections publie à la *Gazette officielle du Québec*, dans les plus brefs délais, un avis indiquant les nom et prénom des candidats élus et le nom de leur école respective.

155. Le commissaire d'école entre en fonction à compter de la publication à la *Gazette officielle du Québec* de l'avis de son élection ou, le cas échéant, de sa nomination.

Il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

156. Un commissaire d'école qui, en cours de mandat, cesse de remplir les conditions requises pour son élection ou sa nomination peut demeurer en fonction jusqu'au 1^{er} juillet suivant.

157. Un commissaire d'école peut démissionner en transmettant un avis à cet effet au secrétaire du conseil d'administration de la commission scolaire.

158. Dès qu'une vacance survient au sein du conseil d'administration, le secrétaire en avise immédiatement le directeur général des élections ainsi que le conseil d'école dont le commissaire faisait partie.

159. Lorsque le poste de commissaire d'école devient vacant, le conseil d'école dont le commissaire faisait partie comble, dans les 15 jours qui suivent, ce poste de la manière qu'il juge appropriée. La personne ainsi nommée doit posséder le cens d'éligibilité.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 149 s'appliquent à cette nomination.

160. Une élection ne peut être déclarée nulle:

1° en raison de l'inobservance d'une formalité prescrite pour les opérations relatives au scrutin ou au dépouillement des votes,

2° en raison de l'inobservance des délais prescrits,

3° en raison de l'inhabilité d'un membre du personnel électoral,

si les opérations électorales ont été conduites conformément aux principes établis par la présente sous-section et les règles établies par le directeur général des élections, et si cette inobservance ou cette inhabilité n'a pas influencé le résultat de l'élection.

161. Une élection ne peut être déclarée nulle en raison du fait qu'une personne qui appuie une déclaration de candidature n'est pas un parent ayant un enfant fréquentant l'école pour laquelle la déclaration est produite.

162. Commet une infraction toute personne qui enfreint une disposition de la présente sous-section ou des règles établies par le directeur général des élections.

163. Une personne qui sciemment, par acte ou par omission, cherche à aider une personne à commettre une infraction ou qui conseille à une personne de la commettre, l'y encourage ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la personne qui l'a commise, que cette dernière ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

164. Une personne qui commet une infraction est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende identique à celle que prévoit la Loi électorale pour une infraction analogue.

165. Une poursuite est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le directeur général des élections ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

[[**166.** Les sommes requises pour l'application de la présente sous-section sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

167. Le gouvernement peut déterminer la partie des frais requis pour l'application de la présente sous-section qui est à la charge de chacune des commissions scolaires.

§ 3.—*Fonctionnement*

168. Le directeur général préside le conseil d'administration de la commission scolaire jusqu'à la nomination de son président par les membres du conseil.

169. Le président dirige les séances et exerce les autres fonctions que le conseil d'administration lui confie.

170. En cas d'incapacité temporaire d'agir du président, le conseil d'administration désigne un suppléant pour assurer l'intérim.

171. Le quorum du conseil d'administration est atteint quand la majorité des membres, à l'exclusion du directeur général, sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents.

S'il y a partage des voix, la voix du président est prépondérante.

172. Le conseil d'administration établit ses règles de régie interne.

Ces règles doivent notamment prévoir:

1° la tenue d'au moins quatre séances par année;

2° la déchéance d'un membre du conseil s'il est absent de six séances consécutives tenues à intervalles d'au moins sept jours;

3° l'envoi d'une copie de l'avis de convocation et de l'ordre du jour d'une séance du conseil à chaque conseil d'école et à chaque municipalité régionale de comté ou communauté urbaine ou régionale dont tout ou partie du territoire est compris dans celui de la commission scolaire;

4° une période, à chaque séance du conseil, au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux mem-

bres du conseil; ces règles peuvent prévoir la durée de cette période de question, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

Le conseil transmet une copie de ses règles de régie interne à chaque école de son territoire.

173. La Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., chapitre F-6) s'applique aux membres du conseil d'administration de la même manière qu'aux membres d'un conseil municipal et une commission scolaire est censée être un conseil municipal au sens de cette loi.

Cependant, les articles 3 et 4 de cette loi ne s'appliquent pas à un membre d'un conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou un contrat mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la commission scolaire s'il révèle son intérêt par écrit au conseil dont il fait partie et s'il s'abstient de participer au débat et à toute décision sur le sujet dans lequel il a un intérêt.

174. Le conseil d'administration peut, par écrit, déléguer certains de ses pouvoirs au comité exécutif, au directeur général, à un conseil d'école ou à un membre du personnel cadre de la commission scolaire.

Le conseil d'école peut, par écrit, déléguer au directeur de l'école les pouvoirs qui lui sont ainsi délégués.

175. La signature du président, du directeur général ou du secrétaire de la commission scolaire peut être un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé et ce fac-similé a le même effet que si la signature elle-même était apposée.

176. Les séances du conseil d'administration sont publiques.

Toutefois, le conseil peut décréter le huis clos lorsqu'il estime que les délibérations peuvent porter atteinte à la réputation d'un individu ou que, en raison de l'intérêt public, le sujet doit être traité confidentiellement.

177. Le conseil d'administration nomme un membre du personnel de la commission scolaire pour exercer la fonction de secrétaire du conseil d'administration et du comité exécutif.

178. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration approuvés par lui et les copies certifiées conformes par le président, le secrétaire ou par une personne autorisée à le faire par une règle de régie interne, font preuve de leur contenu. Il en est de même des documents et des copies qui émanent de la commission scolaire ou font partie de ses archives, lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

Le registre des procès-verbaux est public.

Une personne peut obtenir copie d'un extrait d'un registre contre paiement de frais raisonnables fixés par la commission scolaire.

179. Aucun membre du conseil d'administration ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

SECTION III

COMITÉS DE LA COMMISSION SCOLAIRE

180. Est constitué dans chaque commission scolaire un comité exécutif formé des membres suivants du conseil d'administration:

- 1° le président du conseil d'administration, qui en est le président;
- 2° au moins quatre membres du conseil d'administration, choisis par les membres de ce conseil, dont au moins un représentant d'une école secondaire;
- 3° le directeur général de la commission scolaire, qui n'a pas droit de vote.

181. Le comité exécutif exerce les pouvoirs que lui délègue le conseil d'administration.

Il est chargé notamment:

- 1° d'exécuter, selon le cas, les décisions du conseil d'administration;
- 2° de préparer le budget et les rapports financiers;
- 3° d'exercer les pouvoirs de la commission scolaire quant aux emprunts et il peut, à cette fin, mandater une personne pour négocier ces emprunts;
- 4° d'élaborer les règles et modalités de répartition des ressources financières entre les écoles;
- 5° de conclure les contrats;
- 6° de déterminer le taux de la taxe scolaire.

182. Le comité exécutif établit ses règles de régie interne. Ces règles doivent notamment prévoir la tenue d'au moins une réunion par mois, sauf en juillet et en août.

183. Les dispositions des articles 173, 176, 178 et 179 s'appliquent au comité exécutif en les adaptant.

184. La commission scolaire établit, sous la direction du directeur général, un comité de gestion au sein duquel siègent une majorité de directeurs d'école et des membres du personnel cadre de la commission scolaire.

Ce comité agit à titre consultatif auprès du directeur général et, par l'intermédiaire de ce dernier, auprès de la commission scolaire pour toute matière qui relève de la compétence de la commission scolaire autre que celle des conditions de travail des directeurs d'école et des membres du personnel cadre de la commission scolaire.

185. Est constitué dans chaque commission scolaire un comité consultatif des services aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

Ce comité est composé de représentants des parents de ces élèves, du personnel en cause et des organismes qui ont une expérience dans la prestation de ces services.

Après consultation de ces groupes, le conseil d'administration de la commission scolaire nomme les membres du comité.

186. Ce comité a pour fonctions:

1° d'élaborer des normes d'organisation des services à l'élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage qui favorisent l'intégration scolaire de cet élève;

2° de donner son avis à la commission scolaire sur l'affectation des ressources financières pour les services à l'élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

187. Est constitué dans chaque commission scolaire qui organise le transport des élèves un comité consultatif du transport des élèves.

Ce comité est composé:

1° du directeur général de la commission scolaire et d'une personne qu'il désigne par écrit à cette fin;

2° de deux représentants de la municipalité régionale de comté ou de la communauté urbaine ou régionale lorsqu'un seul de ces organismes recoupe le territoire de la commission scolaire ou, selon le cas, d'au moins un représentant de chaque municipalité régionale de comté ou communauté urbaine ou régionale dont tout ou partie du territoire est compris dans celui de la commission scolaire;

3° d'un représentant de chaque organisme public de transport qui dispense des services de transport sur le territoire de la commission scolaire;

4° d'au moins quatre membres de conseils d'école choisis selon les modalités que détermine la commission scolaire.

5° d'au moins un représentant de chaque autre commission scolaire pour laquelle la commission scolaire organise le transport des élèves.

Une personne qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise de transport d'élèves qui opère sur le territoire de la commission scolaire ne peut être membre de ce comité.

188. Le comité consultatif de transport des élèves donne son avis sur:

- 1° l'organisation du transport des élèves;
- 2° les modalités d'octroi des contrats de transport des élèves;
- 3° les critères et modalités d'utilisation du service de transport des élèves par d'autres personnes;
- 4° l'affectation à des fins autres que le transport des élèves des subventions accordées par le ministre des Transports;
- 5° tout sujet sur lequel la commission scolaire le consulte.

189. La commission scolaire établit un comité consultatif régional avec la participation de chaque municipalité régionale de comté et communauté urbaine ou régionale dont tout ou partie du territoire est compris dans celui de la commission scolaire.

Chaque organisme désigne son représentant au sein du comité.

Le comité a pour fonction d'étudier les sujets d'intérêt commun aux organismes qu'il représente et de donner les avis qu'il estime appropriés.

Il peut également donner son avis sur tout sujet sur lequel l'un des organismes le consulte.

190. La commission scolaire peut établir un comité consultatif avec la participation des établissements d'enseignement privés situés sur le territoire de la commission scolaire.

Chaque établissement désigne son représentant au comité; la commission scolaire peut désigner plus d'un représentant.

Le comité a pour fonctions d'étudier les sujets d'intérêt commun à la commission scolaire et aux établissements d'enseignement privés et de donner les avis qu'il estime appropriés.

Il peut aussi donner son avis sur tout sujet sur lequel la commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé le consulte.

191. Les comités consultatifs établissent leurs règles de régie interne.

SECTION IV

DIRECTEUR GÉNÉRAL

192. La commission scolaire engage un directeur général.

Elle peut adjoindre une personne au directeur général pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions. Le directeur général participe à la sélection de son adjoint, le cas échéant.

L'adjoint exerce les pouvoirs que le directeur général lui délègue, par écrit, dans les cas et aux conditions que ce dernier détermine.

L'adjoint peut exercer les pouvoirs du directeur général en cas d'absence de ce dernier.

193. Le directeur général exerce ses fonctions à temps plein; il ne peut être membre du conseil d'administration d'une autre commission scolaire, ni d'un conseil d'école du territoire.

194. Le mandat du directeur général est d'une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelé automatiquement à moins que le directeur général décide de ne pas le renouveler ou que le conseil d'administration décide de ne pas le renouveler par un vote aux deux tiers des membres.

195. Le conseil d'administration peut, en tout temps, par un vote aux deux tiers des membres, résilier le mandat du directeur général.

196. En cas de résiliation ou de non renouvellement du mandat du directeur général, le conseil d'administration l'affecte à un autre emploi, sauf s'il le congédie.

197. Le directeur général assure le bon fonctionnement et l'administration courante de la commission scolaire.

Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et du comité exécutif et il exerce les tâches que ceux-ci lui confèrent.

198. Le directeur général rend compte de son administration au conseil d'administration ou au comité exécutif, selon le cas.

SECTION V

FONCTIONS DE LA COMMISSION SCOLAIRE

199. La commission scolaire s'assure que la population de son territoire reçoit les services éducatifs auxquels elle a droit dans les écoles situées sur son territoire.

Elle doit admettre dans ses écoles tout enfant placé en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

200. La commission scolaire établit un plan quinquennal d'utilisation de ses immeubles et délivre les actes d'établissement des écoles de son territoire.

Elle en donne un avis public de la manière qu'elle détermine.

201. Une commission scolaire peut conclure avec une autre commission scolaire, un organisme ou une personne, une entente pour la scolarisation de la population de son territoire ou pour d'autres fins scolaires.

202. La commission scolaire répartit les services éducatifs entre les écoles de son territoire.

203. La commission scolaire peut fixer des normes pour la détermination du calendrier scolaire par les écoles pour tenir compte des contraintes liées au transport des élèves.

204. La commission scolaire peut établir, sur recommandation du comité consultatif des services aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, des critères sur l'organisation des services à ces élèves qui favorise leur intégration dans les classes ordinaires.

205. La commission scolaire, de la manière qu'elle détermine, informe annuellement la population de son territoire des services éducatifs et des services à la communauté qui lui sont offerts dans les écoles et des ententes conclues à cet effet.

206. La commission scolaire assure le soutien à l'organisation pédagogique des écoles.

207. La commission scolaire veille à ce que les écoles évaluent les apprentissages de l'élève et appliquent les épreuves uniques imposées par le ministre.

Elle peut établir un plan d'évaluation des apprentissages pour chaque matière où il n'y a pas d'épreuve unique et pour laquelle des unités sont obligatoires pour la délivrance du diplôme d'études secondaires.

208. La commission scolaire peut, conformément aux critères ou conditions établis par le ministre, délivrer une équivalence d'études à une personne qui a acquis des connaissances autrement que de la manière prescrite dans le régime pédagogique ou qui n'a pas cumulé les unités obligatoires prévues dans le régime pédagogique.

209. La commission scolaire établit les critères pour l'inscription des élèves dans les écoles afin de tenir compte de la capacité d'accueil des écoles, des services éducatifs qui y sont offerts et de l'organisation du transport des élèves.

Conformément à ces critères, la commission scolaire inscrit les élèves dans les écoles en tenant compte du choix des parents de l'élève ou de l'élève majeur.

210. Pour des raisons humanitaires ou pour éviter des préjudices à un élève, la commission scolaire peut l'exempter de l'application d'une disposition du régime pédagogique.

211. La commission scolaire peut, à la demande d'une école, pour un motif juste et raisonnable et après audition de l'élève et de ses parents, inscrire un élève dans une autre école ou l'expulser des écoles de son territoire et le confier au Directeur de la protection de la jeunesse.

212. La commission scolaire adopte des mécanismes de consultation des écoles sur les sujets qu'elle détermine en collaboration avec les écoles.

Ces mécanismes entrent en vigueur après leur approbation par la majorité des écoles de son territoire.

213. La commission scolaire fournit au ministre les renseignements qu'il exige à la date et dans la forme qu'il détermine.

214. La commission scolaire collabore à l'évaluation que peut faire le ministre du régime pédagogique, des programmes d'études officiels et des manuels scolaires.

215. La commission scolaire peut exiger d'une école de son territoire tout renseignement qu'elle estime nécessaire pour l'exercice de ses fonctions, à la date et dans la forme qu'elle détermine.

216. À la demande d'une école, la commission scolaire peut exercer temporairement les pouvoirs de celle-ci en matière de gestion des ressources humaines, matérielles ou financières.

Le conseil d'administration peut, par écrit, déléguer ces pouvoirs au comité exécutif, au directeur général ou à un membre du personnel cadre de la commission scolaire.

217. Lorsqu'une école néglige ou refuse de se conformer à la loi ou à un règlement du gouvernement, du ministre ou de la commission scolaire, la commission scolaire met en demeure l'école de s'y conformer; à défaut, elle peut prendre les moyens appropriés pour assurer le respect de la loi et des règlements, notamment en substituant ses décisions à celles de l'école; dans ce cas, ses décisions sont consignées au livre des procès-verbaux du conseil d'école.

218. Au plus tard le premier octobre de chaque année, la commission scolaire fait un rapport d'activité qu'elle rend public de la manière qu'elle détermine.

SECTION VI

RESSOURCES HUMAINES

219. Chaque commission scolaire est l'employeur du personnel affecté à son fonctionnement et à celui des écoles.

220. La commission scolaire engage un responsable du soutien aux écoles catholiques et aux services d'enseignement religieux et d'animation pastorale dispensés aux élèves catholiques inscrits dans les écoles de son territoire; ce responsable doit avoir un mandat de l'évêque du diocèse où est situé le siège social de la commission scolaire.

221. La commission scolaire établit la liste des candidats qui peuvent être choisis directeur d'école conformément aux qualifications minimales déterminés par le ministre et aux critères déterminés par le conseil d'école.

Elle nomme le candidat qui lui est recommandé par le comité de sélection visé à l'article 82.

222. La commission scolaire répartit le personnel dans les écoles en tenant compte des plans d'effectifs soumis par les écoles.

223. Tout membre du personnel d'une école doit produire, dans les deux mois de son engagement, un certificat médical attestant qu'il n'est atteint d'aucune maladie le rendant inapte à occuper son emploi.

La commission scolaire peut en tout temps exiger un tel certificat de tout membre du personnel d'une école.

Un membre du personnel dont le certificat médical démontre qu'il est atteint d'une maladie le rendant inapte à occuper son emploi doit immédiatement cesser d'exercer ses fonctions.

224. Une commission scolaire n'est pas tenue d'engager une personne qui ne lui convient pas pour occuper une fonction pédagogique ou une fonction éducative.

225. Le contrat de travail d'un membre du personnel qui occupe une fonction pédagogique ou une fonction éducative est renouvelé d'année en année.

Il est renouvelé aux mêmes conditions si la personne continue d'exercer la même fonction.

Il peut être renouvelé à d'autres conditions, si la personne est affectée à une autre fonction, pourvu que celle-ci soit avisée du changement d'affectation et de conditions de travail conformément aux dispositions de la convention collective ou du contrat de travail qui lui est applicable.

226. La commission scolaire peut ne pas réengager un membre du personnel qui exerce une fonction pédagogique ou une fonction éducative conformément à ce qui peut être prévu dans une convention collective.

À défaut de dispositions applicables, la commission scolaire peut mettre fin à l'emploi d'un membre du personnel en lui signifiant, au moins 30 jours avant la date d'expiration de son engagement, un avis écrit de cessation d'emploi.

Au moins 15 jours avant la date d'expiration de son engagement, la personne qui a reçu l'avis peut, par écrit, demander à la commission scolaire de lui donner les raisons qui motivent sa décision. La commission scolaire doit, dans les 15 jours de la réception de cette demande, y répondre par écrit mais aucun droit d'action ne découle des raisons ainsi données de bonne foi.

Cette personne peut, au plus tard à la date d'expiration de son contrat d'engagement, soumettre un grief à l'arbitrage selon les articles 100 à 102 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), si la procédure prévue pour le non-réengagement n'a pas été suivie ou si elle conteste les raisons données par la commission scolaire. Cependant, seule une personne qui a été à l'emploi d'une commission scolaire, d'une école sous la compétence d'un ministre ou d'un autre établissement d'enseignement désigné par le ministre, pour lequel elle a exercé une fonction pédagogique ou une fonction éducative pendant trois périodes de huit mois ou plus, dont chacune se situe dans une année d'engagement distincte comprise dans une période continue d'au plus cinq ans, peut porter un grief contestant les raisons données pour le non-réengagement.

Pour les fins du calcul des périodes d'emploi, un contrat de travail individuel peut stipuler que des périodes d'absence sont considérées comme périodes d'emploi.

Le tribunal d'arbitrage peut confirmer ou annuler la décision de la commission scolaire, ordonner le réengagement de la personne en cause et déterminer, s'il y a lieu, le montant de la compensation auquel elle a droit.

227. Un membre du personnel qui exerce une fonction pédagogique ou une fonction éducative et qui ne veut pas renouveler son contrat de travail doit en aviser par écrit la commission scolaire au moins 60 jours avant la date d'expiration de son contrat.

En cas de défaut ou de retard, la commission a droit de lui réclamer, devant le tribunal compétent, un montant égal à un cinq centième de son traitement annuel par jour ouvrable de défaut ou de retard.

228. La commission scolaire peut congédier un membre du personnel qui exerce une fonction pédagogique ou une fonction éducative conformément à ce qui peut être prévu dans une convention collective.

Si rien n'est prévu, la commission scolaire peut congédier un membre du personnel pour cause d'incapacité, de négligence à remplir ses devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité.

Une personne ainsi congédiée peut soumettre un grief à l'arbitrage selon les articles 100 à 102 du Code du travail. Le tribunal d'arbitrage détermine si les motifs allégués au soutien du congédiement constituent l'une des causes de congédiement prévues au deuxième alinéa.

Le tribunal d'arbitrage peut confirmer ou annuler la décision de la commission scolaire, ordonner la réintégration dans ses fonctions de la personne en cause et déterminer, s'il y a lieu, le montant de la compensation auquel elle a droit.

229. Une commission scolaire peut, en tout temps durant l'année scolaire, à la demande d'une école, changer d'école ou de fonction pédagogique ou de fonction éducative un membre de son personnel, pourvu que son traitement n'en soit pas réduit.

SECTION VII

RESSOURCES MATÉRIELLES

230. La commission scolaire est responsable de l'administration des biens dont elle est propriétaire, sous réserve du droit de l'école à l'utilisation des biens mis à sa disposition.

231. La commission scolaire s'assure du maintien en bon état des biens utilisés par l'école et peut prendre les mesures appropriées pour suppléer au défaut d'une école.

232. Toute commission scolaire peut déterminer des règles sur l'approvisionnement en biens et services, leur maintien et leur remplacement.

233. Une commission scolaire peut, avec l'autorisation préalable du ministre, exproprier un immeuble pour des fins scolaires.

Si l'immeuble appartient à un organisme public, elle requiert l'autorisation préalable du gouvernement.

234. Une commission scolaire doit, à la demande du ministre, transférer la propriété d'un immeuble excédentaire à un organisme public que le ministre désigne.

Ce transfert est fait avec ou sans indemnité, selon ce que détermine le ministre.

SECTION VIII

RESSOURCES FINANCIÈRES

§ 1.—*Budget et emprunt*

235. L'exercice financier d'une commission scolaire commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

236. La commission scolaire approuve les prévisions budgétaires de l'école avec ou sans modification. Lorsqu'elle se propose de les modifier, elle en donne un avis préalable à l'école.

237. Avant d'adopter son budget, la commission scolaire en donne un avis public, de la manière qu'elle détermine, au moins 15 jours avant la date prévue pour son adoption.

238. La commission scolaire adopte son budget annuel et le transmet au ministre dans la forme et à la date qu'il détermine. Ce budget intègre les prévisions budgétaires de chaque école.

239. La commission scolaire établit annuellement les règles et les modalités de répartition des ressources financières entre les écoles.

240. Le budget maintient l'équilibre entre, d'une part, les dépenses et, d'autre part, les ressources financières allouées à la commission scolaire et les revenus qui lui sont propres, selon les règles déterminées par le ministre.

241. En cas d'urgence ou de nécessité, la commission scolaire peut engager des dépenses avant l'adoption de son budget ou des dépenses non prévues à son budget.

242. La commission scolaire intègre dans son budget, comme dépense ou revenu, son déficit ou surplus, sous réserve du droit d'utilisation par l'école des crédits qui lui sont imputés pour la prestation de biens ou de services à la communauté.

Cependant, le ministre peut autoriser une commission scolaire à étaler son déficit ou son surplus aux conditions et selon les modalités qu'il détermine.

243. La commission scolaire est comptable des opérations financières relatives à son fonctionnement et à celui des écoles.

Elle tient les livres de compte selon les règles de l'art.

244. La commission scolaire fournit à chaque école, périodiquement ou à la demande de l'école, un état des revenus, des dépenses et des engagements de l'école.

Elle transmet au ministre, aux dates et dans la forme qu'il détermine, des rapports d'étape sur sa situation financière et son rapport financier annuel.

245. Au début de chaque année financière, la commission scolaire nomme un vérificateur externe qui produit un rapport de vérification sur les opérations financières de la commission scolaire.

Le ministre peut préciser le mandat du vérificateur de façon générale ou particulière.

Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport financier annuel transmis au ministre.

246. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi.

À la demande du ministre, la commission scolaire lui fournit tout renseignement qu'il requiert sur sa situation financière et autorise les institutions financières avec lesquelles elle fait affaires à fournir ces renseignements.

247. Lorsqu'une commission scolaire, quelle que soit la nature de sa constitution en corporation et la loi qui la régit, désire conclure un emprunt auprès d'un marché de capitaux autre que canadien ou

dont le remboursement doit s'effectuer, en totalité ou en partie, en monnaie étrangère, elle doit y être préalablement autorisée par le gouvernement, sur recommandation conjointe du ministre des Finances et du ministre de l'Éducation. De plus, l'exécution de toute formalité d'inscription ou d'enregistrement permettant l'accès à un marché de capitaux autre que canadien et toute négociation d'un emprunt visé par le présent alinéa doivent être autorisées au préalable par le ministre des Finances et le ministre de l'Éducation.

Lorsque cette autorisation a été donnée et que la commission scolaire a contracté un emprunt en se conformant aux dispositions législatives qui la régissent en cette matière et que la loi ou la résolution autorisant l'emprunt en limite le montant, celui-ci est réputé être la valeur nominale des obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, sans égard à toute prime qui peut être payable lors du remboursement, ni au fait que ces obligations ou autres valeurs peuvent être vendues à prime ou à escompte. L'emprunt est réputé autorisé tant en monnaie étrangère qu'en monnaie du Canada, malgré la différence de valeur qui peut exister entre elles lors de l'emprunt ou après qu'il a été effectué.

248. Le ministre peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, accorder au nom du gouvernement une subvention à toute commission scolaire dans le but d'effectuer, en totalité ou en partie, le paiement, en principal et intérêts, de tout emprunt de la commission scolaire.

Il peut déposer au ministre des Finances, pour être géré par lui, tout montant destiné au paiement du principal des obligations émises par cette commission scolaire pour former un fonds d'amortissement aux fins d'acquitter, à même ces montants et aux échéances prévues à l'emprunt, le principal de ces obligations, et à même les produits ou revenus de ce fonds, les emprunts de toute commission scolaire.

§ 2.— *Transport*

249. La commission scolaire peut organiser le transport des élèves de son territoire et établir une politique à cette fin.

Elle peut effectuer elle-même ce transport, avec l'autorisation préalable du ministre des Transports, ou contracter à cette fin avec un transporteur d'élèves, un organisme public ou un détenteur de permis de transport en commun.

250. Toute commission scolaire peut conclure une entente pour assurer le transport des élèves d'une autre commission scolaire, d'un établissement d'enseignement privé ou d'un collège d'enseignement général et professionnel.

251. La commission scolaire peut accorder un contrat de transport d'élèves après négociation de gré à gré ou après demande de soumissions publiques. Toutefois, elle n'est pas tenue de retenir quelque soumission que ce soit, même la plus basse.

Le contrat de transport d'élèves doit être par écrit et conclu conformément aux stipulations minimales prévues par règlement du gouvernement.

La durée du contrat ne doit pas être supérieure à celle qui est fixée par le ministre des Transports ou, à défaut d'une telle fixation, à trois années scolaires.

252. Une commission scolaire peut, après avoir déterminé le nombre de places disponibles et avec l'autorisation préalable du ministre des Transports, permettre à des personnes autres que des élèves d'utiliser les services de transport des élèves jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles, et fixer le tarif du passage.

Le transporteur d'élèves est lié par cette décision, malgré toute disposition contraire contenue dans un contrat de transport d'élèves.

253. Une commission scolaire peut, qu'elle soit ou non liée par un contrat de transport d'élèves, verser directement à l'élève un montant destiné à couvrir, en tout ou en partie, les frais de transport.

Lorsqu'une commission scolaire organise le transport des élèves le midi pour leur permettre d'aller dîner à domicile, elle peut leur réclamer le coût de ce transport.

254. Chaque commission scolaire reçoit une subvention pour le transport des élèves dont le montant est déterminé selon des règles budgétaires établies par le ministre des Transports, après consultation du ministre de l'Éducation, et approuvées par le Conseil du trésor.

255. Le ministre des Transports peut retenir ou diminuer le montant de toute subvention au transport des élèves en cas de refus de respecter les dispositions de la présente sous-section ou du règlement adopté en vertu du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 308 ou lorsque le service pour lequel une subvention est versée n'est pas rendu ou que les conditions pour son attribution ne sont pas respectées.

§ 3.— *Taxation*

256. Dans la présente sous-section:

1° les mots « municipalité » et « greffier » ont le même sens que dans la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);

2° on entend par «évaluation uniformisée» le produit obtenu par la multiplication des valeurs inscrites au rôle d'évaluation d'une corporation municipale par le facteur établi pour ce rôle en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

257. Une commission scolaire peut imposer une taxe pour le paiement des dépenses auxquelles il n'est pas autrement pourvu par les subventions du gouvernement et ses autres revenus pour l'année scolaire en cours.

Cette taxe est imposée sur tous les immeubles imposables situés sur son territoire sauf sur les immeubles dont les propriétaires, d'après le rôle d'évaluation établi conformément à la Loi sur la fiscalité municipale, ont un statut linguistique différent du sien.

Dans le cas d'un immeuble imposable qui est la propriété d'une personne morale, d'une société ou d'un propriétaire dont le rôle d'évaluation n'indique pas s'il est francophone ou anglophone, l'imposition de la taxe scolaire est faite par chaque commission scolaire sur une partie de l'évaluation uniformisée de l'immeuble imposable établie proportionnellement au nombre d'élèves inscrits, au 30 septembre de l'année scolaire pour laquelle la taxe est imposée, dans les écoles situées sur le territoire commun de la commission scolaire francophone et de la commission scolaire anglophone.

Les commissions scolaires en cause déterminent conjointement cette proportion et la transmettent, au plus tard le 30 octobre de chaque année, au greffier de chaque corporation municipale ou municipalité en cause dont tout ou partie du territoire est compris dans celui de la commission scolaire et qui a compétence en matière d'expédition de comptes de taxe municipales.

258. Si le montant total des dépenses pour le paiement desquelles une taxe doit être imposée excède six pour cent des subventions attribuées par le gouvernement à la commission scolaire pour l'année où la taxe est imposée, déduction faite des subventions pour le service de la dette et pour le transport des élèves, ou si le taux d'imposition de cette taxe excède 25 cents par 100 dollars de l'évaluation uniformisée des immeubles imposables inclus dans l'assiette foncière de la commission scolaire, cette taxe doit être soumise à l'approbation des électeurs et des propriétaires conformément aux articles 273 à 291.

1. Imposition de la taxe

259. La base d'imposition de la taxe scolaire est l'évaluation uniformisée des immeubles imposables faite par les municipalités.

260. Tout greffier d'une municipalité doit, dans les 15 jours de l'établissement des facteurs pour la détermination de la valeur unifor-

misée des immeubles imposables, fournir à chaque commission scolaire dont tout ou partie du territoire est compris dans celui de cette municipalité un sommaire du rôle d'évaluation qui correspond au territoire de la commission scolaire; ce sommaire indique le montant de l'évaluation uniformisée total des immeubles imposables des propriétaires qui, d'après le rôle, sont francophones ou anglophones, selon le cas, et le montant de l'évaluation uniformisée total des immeubles imposables, déterminé selon la proportion établie à l'article 257, des propriétaires qui sont des personnes morales, des sociétés ou des personnes dont le rôle d'évaluation n'indique pas si elles sont francophones ou anglophones.

261. La taxe scolaire est imposée au plus tard dans les 15 jours de la réception des sommaires visés à l'article 260.

Elle n'est pas nulle du fait qu'elle est imposée après ce délai.

262. Le taux de la taxe scolaire d'une commission scolaire est le même pour tous les immeubles.

263. Dans les sept jours de l'imposition d'une taxe ou de son approbation, selon le cas, la commission scolaire fait part du taux de cette taxe au greffier de chaque corporation municipale ou municipalité dont tout ou partie du territoire est compris dans celui de la commission scolaire et qui a compétence en matière d'expédition de comptes de taxes municipales.

264. La taxe scolaire est payable par le propriétaire de l'immeuble imposable. Faute de paiement, le montant de cette taxe et des intérêts dus constitue une créance privilégiée exempte de la formalité de l'enregistrement.

2. Perception de la taxe

265. Chaque corporation municipale ou municipalité établit le rôle de perception de la taxe scolaire sur les immeubles imposables par chaque commission scolaire d'après le rôle d'évaluation en vigueur au moment de la confection du rôle de perception des taxes municipales.

266. Dans les dix jours de la confection du rôle de perception, chaque corporation municipale ou municipalité informe le secrétaire de la commission scolaire en cause du montant total de la taxe scolaire imposée.

267. La corporation municipale ou municipalité perçoit, au nom de la commission scolaire, le montant de la taxe scolaire de la manière qu'elle juge appropriée et avec les mêmes droits et obligations que pour la perception des taxes foncières municipales. Cependant, le paiement

de la taxe scolaire doit être exigé en un seul versement et il n'est pas obligatoire d'exiger la taxe scolaire sur le même compte que la taxe municipale.

268. La corporation municipale ou la municipalité peut retenir un montant à titre de frais de perception des taxes scolaires, selon entente avec la commission scolaire ou, à défaut, selon ce que détermine la Commission municipale du Québec instituée par la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35).

Ce montant doit viser à payer les dépenses supplémentaires occasionnées par la perception de la taxe scolaire.

269. La corporation municipale ou la municipalité verse à la commission scolaire, au plus tard le quinzième jour de chaque mois, le montant de la taxe scolaire perçu au cours du mois précédent; cette remise se fait malgré toute loi régissant la corporation municipale ou la municipalité.

Tout montant versé après ce délai porte intérêt au taux fixé en vertu de l'article 50 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7) à compter de l'adoption du décret qui en fixe le taux maximum.

270. La corporation municipale ou la municipalité verse à la commission scolaire tout montant additionnel dû par un propriétaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. L'article 269 s'applique à ce versement.

La commission scolaire remet à la corporation municipale ou à la municipalité tout montant remboursé à un contribuable en vertu de cette loi le quinzième jour du mois suivant ce remboursement. Le deuxième alinéa de l'article 269 s'applique à ce remboursement.

271. En cas de défaut de paiement de la taxe scolaire, la corporation municipale ou la municipalité, à la demande de la commission scolaire, procède au recouvrement de cette taxe.

Les frais de recouvrement sont à la charge de la commission scolaire.

272. Le trésorier ou le secrétaire-trésorier de la corporation municipale ou de la municipalité doit transmettre à la commission scolaire tout renseignement qu'elle requiert par écrit au sujet des taxes scolaires.

3. Référendum

273. Lorsque l'imposition d'une taxe est soumise à l'approbation des personnes ayant droit de vote dans les écoles qui sont sous la compétence de la commission scolaire et des propriétaires d'immeubles

imposables par cette commission scolaire, celle-ci fixe la date du référendum.

Un avis de la tenue de ce référendum est affiché dans les écoles du territoire de la commission scolaire et publié dans un journal distribué dans ce territoire.

274. Le directeur général de la commission scolaire est le directeur du référendum. Il décide de toute question et prend les mesures appropriées pour le bon fonctionnement du référendum. Il a, à cette fin, les pouvoirs d'un juge de paix.

275. Le directeur du référendum peut nommer les personnes requises pour l'assister et leur déléguer, par écrit, ses pouvoirs dans la mesure qu'il indique.

La commission scolaire peut établir un tarif pour la rémunération de ces personnes.

276. Ont droit de vote au référendum, les propriétaires d'immeubles imposables qui sont inscrits au rôle d'évaluation à la date d'imposition de la taxe et qui peuvent être taxés par la commission scolaire qui fait le référendum et les autres personnes qui ont droit de vote, à la date de l'imposition de la taxe, dans les écoles du territoire de la commission scolaire pour l'élection des commissaires d'écoles.

Les personnes morales ou les sociétés propriétaires d'immeubles imposables votent par un représentant autorisé par résolution de leur conseil d'administration.

277. Le directeur du référendum confectionne la liste des personnes qui ont droit de vote à partir de la liste électorale pour les commissaires d'écoles et, dans le cas des personnes morales, des sociétés ou des personnes physiques non domiciliées sur le territoire de la commission scolaire, à partir du rôle d'évaluation; il dépose cette liste dans chaque école sous la compétence de la commission scolaire.

Un avis de ce dépôt est publié au moins 60 jours avant la date fixée pour le référendum dans un journal distribué dans le territoire.

278. Dans les dix jours suivant cet avis, toute personne ayant droit de vote peut demander que la liste soit corrigée ou que le nom d'une personne y soit inscrit ou en soit radié.

279. Toute demande de correction, de radiation ou d'inscription nouvelle est entendue par un comité de trois personnes constitué par la commission scolaire.

Le comité doit aviser toute personne qui fait l'objet d'une demande d'inscription ou de radiation et il doit donner aux personnes intéressées l'occasion de se faire entendre.

Le comité doit rendre sa décision dans les dix jours de la demande.

280. Dans les dix jours de la décision du comité, il peut en être interjeté appel à la Cour provinciale. Cet appel est entendu et décidé d'urgence et a priorité sur les autres causes.

281. Le bulletin de vote porte l'une ou l'autre des inscriptions suivantes:

« Approuvez-vous l'imposition d'une taxe au taux de (x) cents par 100 dollars de l'évaluation uniformisée des immeubles imposables pour la (nom de la commission scolaire).

OUI	
NON	

Note: Les revenus prévus de cette taxe correspondent à (y) % des subventions gouvernementales de cette commission scolaire pour l'année scolaire (*insérer ici l'année scolaire*), soit (z) % de plus que la limite permise par la loi.

Si l'imposition de la taxe est approuvée, le premier pourcentage mentionné ci-dessus constitue la nouvelle limite permise par la loi à ce titre pour l'année scolaire mentionnée et pour les deux années scolaires suivantes.

(Ou, si la limite dont on propose le dépassement est celle du taux de 25 cents par 100 dollars d'évaluation:)

Note: Ce taux correspond à (x) cents par 100 dollars d'évaluation uniformisée de plus que la limite permise par la loi.

Si l'imposition de la taxe est approuvée, le taux de celle-ci constitue la nouvelle limite permise par la loi à ce titre pour l'année scolaire (*insérer ici l'année scolaire*) et pour les deux années scolaires suivantes.

(Ou, si le dépassement des deux limites est proposé:)

Note: Les revenus prévus de cette taxe correspondent à (x) % des subventions gouvernementales de cette commission scolaire pour l'an-

née scolaire (*insérer ici l'année scolaire*), soit (y) % de plus que la limite permise par la loi.

Le taux de cette taxe correspond à (z) cents par 100 dollars d'évaluation uniformisée de plus que la limite permise par la loi.

Si l'imposition de la taxe est approuvée, le taux de celle-ci et le premier pourcentage mentionné au premier alinéa constituent les nouvelles limites permises par la loi, pour l'année scolaire mentionnée et pour les deux années scolaires suivantes.»

282. Le directeur du référendum doit, si demande lui est faite par écrit, nommer pour chaque bureau de scrutin un agent pour les personnes qui se prononcent en faveur d'une réponse affirmative et un agent pour les personnes qui se prononcent en faveur d'une réponse négative.

La nomination d'un agent est faite par écrit et signée par le directeur du référendum. Elle indique les nom, prénom, profession et domicile de l'agent et mentionne le bureau où il peut agir.

283. Le vote se fait par voie de scrutin secret.

284. À la clôture du scrutin, le directeur du référendum ou le scrutateur, en présence du greffier du bureau du scrutin et des agents, s'il en a nommé, procède au dépouillement des votes.

Quand il y a plusieurs bureaux de scrutin, le directeur du référendum fait, en présence du greffier du bureau du scrutin et des agents, le relevé des votes d'après le rapport de chaque scrutateur.

Lorsque le résultat fait état d'une majorité de «oui», la taxe est approuvée et peut être perçue.

S'il y a partage des voix, le directeur du référendum fait un tirage au sort public.

285. Le directeur du référendum atteste le relevé des votes et déclare, sous sa signature, si la taxe a été approuvée ou désapprouvée, en donnant les informations nécessaires.

Le directeur du référendum dépose le relevé des votes devant le conseil d'administration de la commission scolaire à sa prochaine séance.

286. Lorsque la taxe est approuvée, le pourcentage ou le taux supérieur à la limite prévue à l'article 258 constitue le nouveau pourcentage ou taux maximum aux fins de cet article pour l'année scolaire en cours et pour les deux années suivantes.

287. Toute personne peut en appeler à la Cour provinciale de toute décision prise par le directeur du référendum lorsqu'elle est de nature à la priver d'un droit. Elle peut aussi en appeler du résultat du référendum, dans les 15 jours qui suivent la date du référendum, pour cause de violence, de corruption, de fraude, d'incapacité des électeurs ou pour défaut d'observance des formalités requises.

288. Le tribunal entend et décide en priorité de la requête. Le tribunal peut suspendre pendant dix jours les délais fixés pour la tenue du scrutin.

Il peut rejeter la requête, ordonner toute modification à la liste des personnes ayant droit de vote ou aux procédures, changer toute décision du directeur du référendum, adjuger des frais ou ordonner la tenue d'un nouveau scrutin.

289. Toute décision du tribunal rendue en vertu de l'article 281 ou 288 est sans appel.

290. Si le directeur du référendum s'absente ou devient incapable d'agir, le comité exécutif de la commission scolaire lui nomme un remplaçant.

291. Quiconque entrave ou tente d'entraver le travail du directeur du référendum ou d'un membre de son personnel dans l'exercice de ses fonctions, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$.

CHAPITRE V

MINISTRE DE L'ÉDUCATION

292. Le ministre établit, à l'éducation préscolaire, le programme des activités de formation et d'éveil et, à l'enseignement primaire et secondaire, les programmes d'études dans les matières obligatoires ou à option.

Ces programmes comprennent des objectifs et des contenus notionnels obligatoires et des objectifs et des contenus notionnels indicatifs que l'école adapte à ses besoins selon les priorités de la communauté à laquelle elle dispense des services.

293. Le ministre établit la liste des manuels scolaires qu'il autorise.

294. Le ministre établit la liste des matières à option non mentionnées au régime pédagogique et la liste des matières pour lesquelles il impose des épreuves uniques.

295. Le ministre publie, à la *Gazette officielle du Québec*, un avis de l'adoption des programmes ou listes visés aux articles 292 à 294.

Cet avis mentionne la date à laquelle ces programmes ou listes s'appliquent et leur objet.

296. Un exemplaire des programmes et des listes établis par le ministre est distribué gratuitement aux commissions scolaires, aux écoles et au Conseil supérieur de l'éducation.

Un exemplaire en est aussi distribué, sur demande, à toute personne contre paiement des frais de reproduction et de transmission déterminés par le ministre.

297. Le ministre peut établir les critères ou les conditions pour l'attribution d'une équivalence d'études à une personne qui a acquis des connaissances autrement que de la manière prescrite dans le régime pédagogique ou qui n'a pas cumulé les unités obligatoires prévues dans ce régime.

298. Le ministre peut réviser les résultats obtenus par un élève aux épreuves uniques afin d'éviter de pénaliser indûment l'élève.

Il peut en outre pondérer les résultats obtenus aux épreuves de l'école afin de les rendre comparables aux résultats obtenus aux épreuves uniques.

299. Le ministre décerne les diplômes de fins d'études secondaires et les diplômes d'études professionnelles.

300. Après consultation des commissions scolaires, le ministre établit annuellement les règles d'attribution des ressources financières allouées par l'Assemblée nationale pour l'éducation préscolaire, pour l'enseignement primaire et secondaire et pour la formation continue.

Ces règles peuvent aussi porter sur:

- 1° la gestion financière des commissions scolaires et des écoles;
- 2° le système d'information financière;
- 3° la vérification des états financiers.

301. Les règles d'attribution des ressources financières peuvent prévoir des conditions générales applicables à toutes les commissions scolaires ou des conditions particulières pour l'une ou certaines d'entre elles.

Ces règles peuvent aussi prévoir que l'attribution de ressources financières peut être faite sur la base de normes générales ou particu-

lières, peut être assujettie à l'autorisation du ministre ou peut n'être faite qu'à une ou certaines commissions scolaires.

302. Le ministre peut, dans les cas ou aux conditions qu'il détermine, donner des subventions non prévues dans les règles d'attribution des ressources financières.

303. Le ministre prévoit, dans les règles d'attribution des ressources financières, une allocation de péréquation aux commissions scolaires. Cette allocation est établie en fonction de la valeur, au sens de l'article 256, de l'évaluation uniformisée relative des immeubles impossibles par chaque commission scolaire.

304. Un exemplaire des règles d'attribution des ressources financières est distribué gratuitement aux commissions scolaires et aux écoles.

Un exemplaire en est aussi distribué, sur demande, à toute personne contre paiement des frais de reproduction et de transmission déterminés par le ministre.

305. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, indemniser une commission scolaire dont les biens sont endommagés à la suite d'un sinistre, d'un vol ou d'un acte de vandalisme.

306. Le ministre peut retenir ou diminuer le montant d'une subvention destinée à une commission scolaire, autre qu'une subvention pour le transport des élèves, en cas de refus ou de négligence d'observer la présente loi et ses règlements, les règles d'attribution des ressources financières ainsi que toute autre loi ou règlement concernant l'éducation, ou lorsque le service pour lequel une subvention est versée n'est pas rendu ou que les conditions pour son attribution ne sont pas respectées.

Toutefois, le ministre ne peut retenir ou diminuer une subvention concernant le paiement en principal et intérêts de tout emprunt dûment autorisé d'une commission scolaire.

307. Le ministre peut demander l'émission de lettres patentes pour la constitution d'un organisme sans but lucratif, composé majoritairement d'enseignants, ayant pour objet de produire ou d'évaluer du matériel pédagogique.

Le ministre peut allouer à cet organisme les ressources humaines et financières nécessaires à son fonctionnement.

Cet organisme peut accomplir d'autres travaux à la demande du ministre, d'une commission scolaire ou d'une école.

CHAPITRE VI

RÈGLEMENTATION

303. Le gouvernement peut, par règlement:

1° établir un régime pédagogique pour déterminer le cadre général d'organisation des services éducatifs; ce régime peut porter sur:

- a) l'admission et l'inscription des élèves;
- b) le calendrier scolaire;
- c) les cycles de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire;
- d) le temps prescrit pour les services éducatifs;
- e) les matières obligatoires et les matières à option;
- f) le nombre d'unités par matière;
- g) l'évaluation des apprentissages, le passage d'une classe à l'autre ou le passage de l'école primaire à l'école secondaire;
- h) la sanction des études;

2° définir ce qui constitue une fonction pédagogique ou une fonction éducative;

3° déterminer les normes et les conditions d'acquisition et de disposition des biens et d'acquisition de services par une commission scolaire ainsi que la procédure et les conditions pour l'octroi des contrats;

4° déterminer les normes, les conditions et la procédure d'octroi des contrats de construction, d'agrandissement, d'aménagement majeur, de reconstruction, de démolition ou de transformation majeure d'un immeuble d'une commission scolaire et celles d'octroi des contrats de services professionnels reliés à ces contrats et prescrire des formules à ces fins;

5° déterminer les étapes du processus d'octroi d'un contrat de transport des élèves, prévoir à chaque étape des restrictions et des conditions pour l'octroi d'un contrat, limiter à certains transporteurs le pouvoir d'une commission scolaire de négocier de gré à gré et prescrire les stipulations minimales que doit contenir un contrat;

6° déterminer la nature et la forme des renseignements à fournir au ministre des Finances et au ministre de l'Éducation pour l'application du premier alinéa de l'article 247, de même que la date à laquelle ces renseignements doivent être fournis.

Les pouvoirs conférés au gouvernement par les sous-paragraphes *d*, *e* et *f* du paragraphe 1° du premier alinéa sont exercés sous réserve du pouvoir réglementaire des comités confessionnels prévus au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

Le règlement visé au paragraphe 1° du premier alinéa peut prévoir l'admission d'enfants ou de catégories d'enfants âgés de moins de cinq ans et préciser les services éducatifs qui leur sont dispensés aux conditions qui y sont prévues. Ce règlement peut aussi permettre au ministre d'appliquer progressivement des dispositions du régime pédagogique sur la répartition des matières obligatoires et à option et sur les règles de sanction des études.

Un règlement visé au paragraphe 3° du premier alinéa peut prévoir les cas ou conditions où une commission scolaire doit disposer de biens à une valeur nominale fixée dans le règlement.

Un règlement visé au paragraphe 3° ou 4° du premier alinéa peut prévoir l'autorisation du ministre à plusieurs étapes et cette autorisation peut être assortie de conditions.

309. Le ministre peut, par règlement:

1° déterminer les conditions et modalités de consultation des parents pour la demande de reconnaissance confessionnelle d'une école ou la demande de retrait de cette reconnaissance;

2° déterminer, dans toutes ou certaines commissions scolaires, la classification, les conditions de travail, les recours et droits d'appel des membres du personnel qui ne sont pas membres d'une association accréditée;

3° déterminer les normes de qualification et autres exigences requises pour la délivrance d'un permis d'enseigner et la procédure de délivrance de ce permis;

4° déterminer les normes d'évaluation de la scolarité des enseignants;

5° déterminer les conditions d'admission d'un élève qui ne relève pas de la compétence d'une commission scolaire, prescrire les frais de scolarité qui doivent être perçus de celui-ci et en fixer les modalités de paiement;

6° déterminer les allocations qui peuvent être versées aux membres d'un conseil d'administration et d'un comité exécutif d'une commission scolaire ainsi que les normes de remboursement de leurs dépenses;

7° déterminer les normes de remboursement des dépenses des membres d'un conseil d'école et des comités institués en vertu de la présente loi.

Le ministre consulte les comités confessionnels avant d'adopter le règlement visé au paragraphe 1° du premier alinéa.

Un règlement visé au paragraphe 2° du premier alinéa peut être applicable à compter du début de l'année scolaire pendant laquelle il est adopté.

Un règlement visé au paragraphe 5° du premier alinéa peut permettre au ministre d'exclure des élèves de son application.

310. Un projet de règlement du gouvernement ou du ministre est publié à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant que tout commentaire à son sujet doit être transmis au gouvernement ou au ministre, selon le cas, dans les 45 jours. Après l'expiration de ce délai, le gouvernement ou le ministre, selon le cas, peut adopter le projet avec ou sans modification.

Cependant, les projets de règlements visés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 308 et au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 309 sont soumis à l'examen préalable du Conseil supérieur de l'éducation avant leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

311. Un règlement du gouvernement ou du ministre adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur le dixième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

CHAPITRE VII

PERMIS D'ENSEIGNER

312. Toute personne qui exerce la fonction d'enseignant doit être titulaire d'un permis d'enseigner sauf l'enseignant à la leçon, le suppléant occasionnel et la personne qui dispense un enseignement qui ne conduit pas à l'obtention d'un diplôme décerné par le ministre.

SECTION I

DÉLIVRANCE DU PERMIS

313. Le ministre accorde un permis d'enseigner à toute personne qui satisfait aux normes de qualification et aux autres exigences qu'il fixe par règlement.

314. Le permis est permanent ou temporaire.

SECTION II

RÉVOCATION OU SUSPENSION DU PERMIS

315. Le ministre peut suspendre, révoquer ou maintenir, sous conditions, le permis d'enseigner pour une cause juste et suffisante, sur recommandation d'un comité d'enquête.

Il transmet sa décision motivée à l'enseignant et à la commission scolaire.

316. Toute personne intéressée peut porter plainte au ministre contre un enseignant.

317. La plainte doit être écrite, motivée et appuyée du serment ou de la déclaration solennelle du plaignant.

Le ministre transmet à l'enseignant une copie de la plainte et une copie des règles de preuve et de procédure du comité d'enquête.

318. Le ministre peut, s'il le juge nécessaire, relever l'enseignant de ses fonctions pour la durée de l'enquête.

319. La plainte est adressée à un comité d'enquête formé de trois membres nommés par le ministre.

Le ministre fixe leur traitement.

320. Le comité est investi de l'immunité et des pouvoirs accordés à un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

321. Le quorum du comité est de trois membres.

322. Le comité établit ses règles de procédure et de preuve.

323. Le comité donne à l'enseignant l'occasion de se faire entendre.

324. Le comité peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'il estime que le plaignant n'a pas un intérêt personnel suffisant, qu'une demande d'enquête est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'une enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.

325. Le comité doit, chaque fois qu'il refuse de faire une enquête, avertir le plaignant de son refus et lui en donner les motifs. Il fait aussi rapport au ministre.

326. Le comité examine le bien fondé de la plainte et fait sa recommandation au ministre.

Le comité peut recommander au ministre qu'il impose des conditions pour le maintien du permis. Le comité évalue le respect des conditions et fait rapport au ministre, s'il y a lieu.

CHAPITRE VIII

TUTELLE

327. Le ministre peut charger une personne qu'il désigne de vérifier si les dispositions de la présente loi et des règlements concernant l'administration d'une commission scolaire sont observées ou d'enquêter sur la gestion ou les activités d'une commission scolaire.

La personne ainsi désignée est investie, pour les fins d'une enquête, de l'immunité et des pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

328. Le ministre peut, pendant ou après la tenue d'une vérification ou d'une enquête, ordonner que les pouvoirs d'une commission scolaire soient suspendus pour la période qu'il détermine ou que les membres du conseil d'administration soient destitués, et nommer un administrateur qui exerce les pouvoirs du conseil d'administration lorsque la commission scolaire s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont incompatibles avec la poursuite de ses fins et celles d'une saine administration.

329. L'administrateur nommé par le ministre peut, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, annuler toute décision prise par la commission scolaire.

CHAPITRE IX

COMMISSIONS SCOLAIRES CONFESSIONNELLES ET DISSIDENTES

SECTION I

INTERPRÉTATION

330. Rien dans le présent chapitre ne doit être interprété de façon à porter atteinte de façon préjudiciable aux droits et privilèges possédés, au moment de l'entrée en vigueur de la Loi constitutionnelle de 1867, par des catégories de personnes quant aux écoles confessionnelles.

331. Les personnes domiciliées sur le territoire d'une commission scolaire confessionnelle visée à l'annexe A et les propriétaires d'im-

meubles imposables qui y sont situés ne sont pas sous le contrôle des commissions scolaires linguistiques.

Sans restreindre la généralité du premier alinéa, ces personnes ne peuvent participer à l'élection des commissaires des commissions scolaires linguistiques, ni être taxées par celles-ci.

332. Les personnes sous la compétence d'une commission scolaire dissidente visée à l'annexe B et les autres personnes qui exercent leur droit à la dissidence ne sont pas sous le contrôle des commissions scolaires linguistiques.

Sans restreindre la généralité du premier alinéa, ces personnes ne peuvent participer à l'élection des commissaires des commissions scolaires linguistiques, ni être taxées par celles-ci.

333. Une commission scolaire confessionnelle ou dissidente visée à l'annexe A ou B ou toute nouvelle commission scolaire dissidente est régie par la présente loi, à l'exception du chapitre III et des sections I à V du chapitre IV, et par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) dans la mesure où les dispositions de cette loi sont compatibles avec la présente loi.

SECTION II

COMMISSION SCOLAIRE CONFESSIONNELLE

334. Malgré toute disposition inconciliable de la présente loi, une commission scolaire confessionnelle mentionnée à l'annexe A continue d'exister pour l'administration des écoles qui sont sous son contrôle le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) dans les territoires décrits dans cette annexe en regard de son nom.

335. À partir du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), les noms de la Commission scolaire Greater Québec et de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal sont respectivement remplacés par les suivants: «Commission des écoles protestantes de Québec» et «Commission des écoles protestantes de Montréal».

336. Le gouvernement peut, par décret, fusionner, annexer ou diviser les territoires des commissions scolaires mentionnés à l'annexe A ou en modifier les limites.

Une fusion, annexion, division ou modification de limite ne peut être faite qu'à la suite d'une résolution des commissaires de chaque commission scolaire confessionnelle en cause.

SECTION III

COMMISSION SCOLAIRE DISSIDENTE

337. Malgré toute disposition inconciliable de la présente loi, une commission scolaire dissidente mentionnée à l'annexe B continue d'exister pour l'administration des écoles qui sont sous son contrôle le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) dans les territoires décrits dans cette annexe en regard de son nom.

338. Sur le territoire de toute commission scolaire, à l'exception de celles qui sont visées à l'annexe A, un nombre quelconque de propriétaires, locataires ou contribuables de religion catholique ou protestante peuvent exercer le droit à la dissidence garanti par l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 et, à cette fin, signifier à la commission scolaire francophone ou anglophone, selon le cas, l'avis prévu à la section II de la partie III de la Loi sur l'instruction publique.

339. Pour l'imposition d'une taxe scolaire, l'assiette foncière d'une commission scolaire dissidente est égale au total de l'évaluation uniformisée, au sens de l'article 256, des immeubles imposables des propriétaires dissidents qui sont des personnes physiques et d'une partie de l'évaluation des propriétaires qui sont des personnes morales ou des sociétés.

Cette partie de l'évaluation est égale au total de l'évaluation uniformisée des immeubles imposables des propriétaires, qui sont une personne morale ou une société, du territoire de la commission scolaire linguistique multiplié par le rapport entre le nombre d'élèves fréquentant les écoles de la commission scolaire dissidente et le nombre d'élèves fréquentant les écoles de la commission scolaire linguistique, au 30 septembre de l'année scolaire pour laquelle la taxe est imposée.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS PROVISOIRES

SECTION I

COMMISSION DE MISE EN OEUVRE

§ 1.—*Organisation*

340. Est constituée, sous l'autorité du ministre, une commission de mise en oeuvre.

Le ministre en détermine la composition et en nomme les membres.

Cette commission est composée:

1° d'au moins une personne choisie parmi les membres des regroupements représentatifs de commissions scolaires;

2° d'au moins une personne choisie parmi les membres des regroupements représentatifs de parents;

3° d'au moins une personne choisie parmi les membres des associations représentatives des directeurs généraux des commissions scolaires;

4° d'au moins une personne choisie parmi les membres des associations représentatives des directeurs d'école;

5° d'au moins une personne choisie parmi les membres des associations représentatives du personnel cadre des commissions scolaires;

6° d'au moins une personne choisie parmi les membres des associations représentatives des autres membres du personnel scolaire;

7° des autres personnes désignées par le ministre.

341. Le ministre nomme le président de la commission.

342. Le ministre détermine les allocations qui peuvent être versées aux membres de la commission et les règles de remboursement de leurs dépenses.

343. La commission est dissoute le 30 juin 1985.

Toutefois, le ministre peut prolonger son existence aux conditions qu'il détermine.

344. La commission détermine ses règles de régie interne.

345. La commission peut requérir, pour ses fins, du personnel des commissions scolaires existantes ou du ministère de l'Éducation. Elle doit cependant obtenir au préalable l'autorisation de l'organisme dont relève le personnel requis.

La commission peut aussi engager provisoirement du personnel aux conditions qu'elle détermine et pour une durée n'excédant pas la date de sa dissolution.

346. La commission rend compte de sa gestion au ministre.

Elle doit lui fournir tout renseignement ou document qu'il exige.

§ 2.—*Fonctions et pouvoirs*

347. La commission s'assure que les comités de mise en oeuvre constitués en vertu de la section II du présent chapitre prennent les

mesures nécessaires pour que la présente loi puisse s'appliquer sur leur territoire à compter de l'entrée en vigueur des chapitres I à IX.

À cette fin, elle constitue un sous-comité francophone et un sous-comité anglophone et elle peut leur déléguer, par écrit, les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent chapitre.

348. La commission est chargée de soumettre à l'approbation du gouvernement, avec ou sans modification, les plans de répartition de l'actif et du passif des commissions scolaires existantes faits par les comités de mise en oeuvre.

Le gouvernement peut approuver ces plans de répartition, avec ou sans modification, et il publie un avis à la *Gazette officielle du Québec* indiquant le nom de la commission scolaire nouvelle qui succède au passif de commissions scolaires existantes.

349. La commission est chargée d'approuver, avec ou sans modification, les plans de transfert du personnel des commissions scolaires existantes faits par les comités de mise en oeuvre.

Dans le cas de modification, elle doit au préalable consulter les comités de mise en oeuvre en cause.

350. La commission peut exiger d'un comité de mise en oeuvre qu'il prenne toute mesure qu'elle juge nécessaire pour faciliter la mise en oeuvre de la présente loi.

351. La commission peut exiger tout renseignement ou document qu'elle juge nécessaire d'un comité de mise en oeuvre ou d'une commission scolaire nouvelle ou existante.

352. Le ministre peut déterminer les normes d'inventaire de l'actif et du passif des commissions scolaires existantes et les modalités de transmission de cet inventaire aux comités de mise en oeuvre.

353. Le ministre peut, après consultation des associations représentatives en cause, déterminer les normes de transfert et d'intégration du personnel des commissions scolaires existantes et du Conseil scolaire de l'île de Montréal dans les nouvelles commissions scolaires ou dans l'organisme institué en vertu de l'article 425.

354. Avant le premier juillet 1985, la commission peut, à la demande d'un comité de mise en oeuvre et après consultation des comités en cause, recommander au gouvernement de modifier les limites des territoires des nouvelles commissions scolaires.

Le gouvernement peut, par décret, modifier les limites des territoires des nouvelles commissions scolaires; il publie un avis de cette modification à la *Gazette officielle du Québec*.

§ 3.—*Comité exécutif*

1. Composition

355. Est constitué un comité exécutif de la commission de mise en oeuvre formé des membres suivants:

- 1° le président de la commission, qui en est le président;
- 2° un membre de chacun des sous-comités francophone et anglophone désigné par chaque comité;
- 3° quatre personnes désignées par le ministre parmi les membres de la commission.

356. Le ministre détermine les allocations qui peuvent être versées aux membres du comité exécutif et les règles de remboursement de leurs dépenses.

357. Le comité exécutif est dissous le 30 juin 1985.

Toutefois, le ministre peut prolonger son existence aux conditions qu'il détermine.

358. Le comité exécutif détermine ses règles de régie interne.

359. Le comité exécutif peut requérir, pour ses fins, du personnel des commissions scolaires existantes ou du ministère de l'Éducation. Il doit cependant obtenir au préalable l'autorisation de l'organisme dont relève le personnel requis.

Le comité exécutif peut aussi engager provisoirement du personnel aux conditions qu'il détermine et pour une durée n'excédant pas la date de sa dissolution.

360. Le comité exécutif rend compte de sa gestion à la commission de mise en oeuvre et au ministre.

Il doit leur fournir tout renseignement ou document qu'ils exigent.

2. Fonctions et pouvoirs

361. Le comité exécutif est chargé de coordonner les activités des comités de mise en oeuvre constitués en vertu de la section II du présent chapitre.

362. Le comité exécutif s'assure que les comités de mise en oeuvre reçoivent l'information et l'aide nécessaire pour la mise en oeuvre de la présente loi sur leur territoire.

363. Le comité exécutif décide d'un différend entre des comités de mise en oeuvre.

364. Le comité exécutif peut faire enquête sur toute matière relative à l'application du présent chapitre.

Le comité exécutif, de même que chacun de ses membres, sont alors investis de l'immunité et des pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

365. Le comité exécutif peut exiger tout renseignement ou document qu'il juge nécessaire d'un comité de mise en oeuvre ou d'une commission scolaire nouvelle ou existante.

366. En cas de défaut ou de négligence d'un comité de mise en oeuvre d'assurer ses fonctions, le comité exécutif peut, après l'avoir mis en demeure, prendre les moyens appropriés pour assurer le respect du présent chapitre, notamment en substituant ses décisions à celles du comité de mise en oeuvre.

SECTION II

COMITÉ DE MISE EN OEUVRE

§ 1.—*Organisation*

367. Un comité de mise en oeuvre est constitué sur le territoire de chaque nouvelle commission scolaire.

368. Le comité est composé:

1° d'une personne, qui en est le président, nommée par le ministre après consultation des autres membres du comité de mise en oeuvre;

2° de deux représentants du comité des parents et de deux représentants du conseil des commissaires de chaque commission scolaire existante dont 35% et plus de la clientèle scolaire fréquente, au 30 septembre 1983, les écoles publiques qui dispensent l'enseignement dans la langue de la nouvelle commission scolaire et qui sont situées sur le territoire de cette dernière;

3° d'un représentant du comité des parents et d'un représentant du conseil des commissaires de chaque commission scolaire existante dont au moins 10% et au plus 34% de la clientèle scolaire fréquente, au 30 septembre 1983, les écoles publiques qui dispensent l'enseignement dans la langue de la nouvelle commission scolaire et qui sont situées sur le territoire de cette dernière;

4° d'un ou deux représentants, selon le cas, choisi par le comité de mise en oeuvre parmi les membres des comités de parents, des commissions scolaires existantes, catholiques ou protestantes, qui n'ont pas de représentants en vertu du paragraphe 2° ou 3°, mais qui ont juridiction sur au moins une école publique dispensant l'enseignement dans la langue de la nouvelle commission scolaire et qui est située sur le territoire de cette dernière;

5° du directeur général de la nouvelle commission scolaire, qui n'a pas droit de vote.

369. Une personne désignée par le comité exécutif de la commission de mise en oeuvre convoque la première réunion d'un comité et la préside jusqu'à la nomination de son président.

370. Si un comité n'est pas formé le (*inscrire ici la date postérieure de 30 jours à celle de l'entrée en vigueur du présent chapitre*), le ministre peut en nommer les membres en respectant la représentativité prévue à l'article 368.

371. Un comité de mise en oeuvre est une personne morale qui a les pouvoirs nécessaires pour l'exercice de ses fonctions.

Il exerce, pour la durée de la mise en oeuvre, les pouvoirs dévolus à la commission scolaire par la présente loi.

372. Le ministre détermine, selon le cas, les allocations qui peuvent être versées aux membres d'un comité et les règles de remboursement de leurs dépenses.

373. Tout comité de mise en oeuvre est dissous le 30 juin 1985.

Toutefois, la commission de mise en oeuvre peut, à la demande d'un comité, prolonger son existence aux conditions qu'elle détermine.

374. Un comité de mise en oeuvre détermine ses règles de régie interne; ces règles peuvent prévoir la formation d'un comité exécutif.

375. Un comité de mise en oeuvre peut requérir, pour ses fins, du personnel des commissions scolaires existantes de son territoire.

Il peut aussi engager provisoirement du personnel aux conditions qu'il détermine et pour une durée n'excédant pas la date de sa dissolution.

Le personnel engagé provisoirement est rémunéré selon les normes que le ministre détermine.

376. Un comité peut, par écrit, confier l'exercice de ses pouvoirs au directeur général ou, s'il y a lieu, à son comité exécutif, aux conditions qu'il détermine.

377. Chaque comité rend compte de sa gestion à la commission de mise en oeuvre et à la nouvelle commission scolaire de son territoire.

Il doit leur fournir tout renseignement ou document qu'elles exigent.

§ 2.—*Fonctions*

378. Chaque comité de mise en oeuvre doit veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises pour que la présente loi puisse s'appliquer sur son territoire à compter de l'entrée en vigueur des chapitres I à IV.

379. Le comité s'assure que les parents, le personnel de l'école et les élèves reçoivent l'information et l'aide nécessaire à l'exercice des responsabilités nouvelles qui leur sont confiées.

380. Le comité recommande au gouvernement le choix d'un nom pour la nouvelle commission scolaire.

381. Le comité procède à l'engagement du directeur général de la nouvelle commission scolaire.

Ce directeur général est choisi parmi les directeurs généraux ou les directeurs généraux adjoints à temps plein des commissions scolaires existantes.

382. Le comité détermine, au plus tard le premier septembre 1984, la liste des écoles de son territoire pour lesquelles il délivre un acte d'établissement conformément au chapitre III.

Il doit, au préalable, établir un plan quinquennal d'utilisation des immeubles.

Pour le calcul du délai de cinq ans prévu à l'article 34, l'année scolaire 1985-1986 est la première année où la nouvelle commission scolaire peut modifier ou révoquer l'acte d'établissement d'une école.

383. Le comité veille à la formation des premiers conseils d'école pour que la première séance de chaque conseil d'école se tienne au plus tard le 15 novembre 1984.

384. Si un conseil d'école ne peut être formé, le comité de mise en oeuvre nomme une ou plusieurs personnes parmi celles qui sont éligibles pour en exercer les fonctions jusqu'à ce que le conseil puisse les exercer.

385. Le comité nomme, sur recommandation d'un comité de sélection composé majoritairement de représentants du conseil d'école, un nouveau directeur d'école, s'il y a vacance à ce poste.

Ce directeur d'école est réputé entrer en fonction le premier juillet 1985 pour la détermination de la durée de son mandat.

386. Chaque directeur d'école doit, conformément à la présente loi, au plus tard le 30 septembre 1984, convoquer les assemblées du personnel et des élèves pour l'élection de leurs membres sur les comités prévus par la présente loi.

Les parents qui sont, au 30 septembre 1984, membres des comités d'école institués en vertu de la Loi sur l'instruction publique deviennent, sans autre formalité, les membres des comités de parents prévus par la présente loi.

Ces comités exercent leur fonction pendant l'année scolaire 1984-1985, et ils peuvent se regrouper en un comité de l'école.

387. Le comité veille à ce que la première séance du conseil d'administration de la nouvelle commission scolaire soit tenue au plus tard le 30 novembre 1984.

388. Le comité veille à ce que le conseil d'administration de la nouvelle commission scolaire prenne les décisions requises pour que la nouvelle commission scolaire soit en mesure, à partir du premier juillet 1985, de fonctionner conformément à la présente loi.

À cette fin, la nouvelle commission scolaire:

- 1° forme le comité exécutif et les comités consultatifs;
- 2° adopte les mécanismes de consultation des écoles sur les sujets qu'elle détermine en collaboration avec les écoles et les soumet à leur approbation;
- 3° procède à la répartition des services éducatifs entre les écoles;
- 4° détermine les critères pour l'inscription des élèves et procède à cette inscription pour l'année scolaire 1985-1986;
- 5° adopte des règles sur l'approvisionnement en biens et services;
- 6° procède à la répartition des ressources financières entre les écoles;
- 7° approuve les prévisions budgétaires de l'école, avec ou sans modification; lorsqu'elle se propose de les modifier, elle en donne un avis préalable à l'école.

389. Les conseils d'école et les nouvelles commissions scolaires n'exercent, au cours de l'année scolaire 1984-1985, que les pouvoirs qui leur sont confiés par la présente sous-section.

390. Les membres d'un conseil d'école ou d'une nouvelle commission scolaire ont droit au remboursement de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances conformément aux normes établies par le comité de mise en oeuvre.

391. Dans le cas où le territoire d'une nouvelle commission scolaire s'étend sur une partie seulement du territoire d'une commission scolaire existante, le comité de mise en oeuvre élabore, avec l'autre comité en cause, un plan de répartition de l'actif et du passif de la commission scolaire existante ainsi divisée conformément aux critères établis à l'article 135.

Ce plan de répartition est transmis à la commission de mise en oeuvre pour approbation par le gouvernement.

392. Le comité de mise en oeuvre dresse un plan d'effectifs pour déterminer les besoins en personnel de la nouvelle commission scolaire pour chaque catégorie de personnel.

393. Le comité dresse un plan de transfert du personnel d'une commission scolaire existante pour déterminer le nouvel employeur de chaque membre du personnel au premier juillet 1985.

Dans le cas où le territoire d'une nouvelle commission scolaire s'étend sur une partie seulement du territoire d'une commission scolaire existante, le plan de transfert du personnel de la commission existante ainsi divisée est élaboré par les comités en cause. Ce plan de transfert est soumis à l'approbation de la commission de mise en oeuvre.

394. Le comité consulte les conseils d'école, la nouvelle commission scolaire et les associations représentatives du personnel en cause pour l'élaboration des plans d'effectifs des nouvelles commissions scolaires et des plans de transfert du personnel des commissions scolaires existantes.

395. Le comité transmet une copie du plan de transfert à chaque association représentative, auprès d'une commission scolaire existante, d'une catégorie d'employés visée dans ce plan.

396. Au plus tard le 31 mars 1985, le comité avise, par écrit, chaque membre du personnel du nom de son employeur au premier juillet 1985.

397. La nouvelle commission scolaire affecte les membres du personnel enseignant en tenant compte des plans d'effectifs soumis par les conseils d'école et conformément à la convention collective en vigueur le premier juillet 1985.

398. Le comité informe le commissaire général du travail nommé en vertu du Code du travail de la date à laquelle tous les avis prévus à l'article 396 ont été transmis.

399. La nouvelle commission scolaire dresse un plan d'intégration de chaque membre du personnel autre qu'un enseignant pour déterminer son affectation à une école ou à la nouvelle commission scolaire.

Avant le premier juillet 1985, il avise chacun de ces membres de sa nouvelle affectation à compter de cette date.

400. La nouvelle commission scolaire adopte, en tenant compte des prévisions budgétaires des écoles, son budget pour l'année financière 1985-1986.

401. Malgré les délais mentionnés dans le présent chapitre, la commission de mise en oeuvre peut autoriser un comité de mise en oeuvre, une école ou une nouvelle commission scolaire à agir après ces délais.

Un comité peut aussi, avec l'autorisation de la commission, prendre d'autres mesures requises pour que la présente loi puisse s'appliquer sur son territoire à compter du premier juillet 1985. Le comité peut, de même, modifier son plan d'effectifs et son plan de transfert du personnel.

402. Chaque comité de mise en oeuvre détermine, à la demande d'un conseil d'école, le calendrier de mise en oeuvre; entre le premier juillet 1985 et le premier juillet 1988, des dispositions de la présente loi sur les fonctions du conseil d'école.

Il veille à ce que chaque conseil d'école prenne les décisions requises pour que l'école soit en mesure, à compter du premier juillet 1985, de fonctionner suivant la présente loi.

À cette fin, l'école:

1° élabore et transmet à la commission scolaire un plan d'effectifs; ce plan exprime les besoins de l'école pour chaque catégorie de personnel;

2° élabore ses prévisions budgétaires et les transmet à la commission scolaire à la date et dans la forme que cette dernière détermine;

3° exerce les autres pouvoirs de l'école prévus au chapitre III.

SECTION III

COMMISSION SCOLAIRE EXISTANTE

403. Le mandat des commissaires des commissions scolaires existantes en fonction le 30 juin 1985 expire à cette date.

Le mandat des commissaires des commissions scolaires existantes qui expire entre le 1^{er} juin 1984 et le 30 juin 1985 est prolongé jusqu'au 30 juin 1985.

404. Les commissions scolaires existantes ne peuvent valablement contracter une obligation dont l'effet se prolonge après le 30 juin 1985 ou qui a effet après cette date sans l'autorisation du comité de mise en oeuvre de leur territoire.

405. Une commission scolaire existante doit, chaque fois qu'elle est tenue d'obtenir une autorisation d'emprunt du ministre, transmettre une copie de la demande d'autorisation au comité de mise en oeuvre de son territoire.

Le comité peut faire au ministre à ce sujet toute recommandation qu'il juge appropriée.

406. Chaque commission scolaire existante doit veiller à ce que le compte de perception de taxes scolaires expédié pour l'année scolaire 1984-1985 soit accompagné d'un avis au propriétaire qui est une personne physique lui demandant de lui faire part s'il est francophone ou anglophone pour l'imposition de la taxe scolaire pour les prochaines années.

Le propriétaire est tenu de retourner l'avis dûment complété en même temps que le paiement de la taxe scolaire. À défaut, il est taxé par les commissions scolaires francophones et anglophones conformément à l'article 258.

Ces renseignements sont transmis au greffier de la corporation municipale et celui-ci les inscrit au rôle d'évaluation.

Lorsque l'envoi du compte de perception de taxes scolaires est fait par une corporation municipale ou une municipalité, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale, la commission scolaire assume les frais supplémentaires liés à l'avis prévu au présent article, s'il en est.

407. Chaque commission scolaire existante doit procéder à l'inventaire de son actif et de son passif et le transmettre au comité de mise en oeuvre de son territoire, selon les normes et modalités déterminées par le ministre.

408. Toute commission scolaire existante doit fournir au comité de mise en oeuvre de son territoire, à la commission de mise en oeuvre ou à son comité exécutif tout renseignement ou document qu'il demande.

409. Pour les fins de la présente section, lorsqu'une commission scolaire existante est située sur le territoire de plus d'un comité de mise en oeuvre, elle doit remplir les obligations prévues à la présente section à l'égard de chacun des comités en cause.

SECTION IV

REPRÉSENTATION SYNDICALE

410. La détermination de l'association accréditée comme représentant l'ensemble des salariés d'une même catégorie, ou sous-catégorie selon le cas, d'une nouvelle commission scolaire est fait en tenant compte des modalités prévues à la présente section.

Les dispositions du Code du travail s'appliquent sauf dans la mesure où elles sont inconciliables avec celles de la présente section.

411. Les catégories de salariés sont celle des enseignants, celle des professionnels et celle du personnel de soutien.

Pour la catégorie du personnel de soutien, dans le cas où il existe sur le territoire d'une nouvelle commission scolaire, ou sur une partie de ce territoire, des associations de salariés qui regroupent des salariés appartenant exclusivement à une sous-catégorie de soutien, cette catégorie est subdivisée en ces sous-catégories.

412. A droit de demander l'accréditation pour représenter l'ensemble des salariés d'une catégorie, ou d'une sous-catégorie selon le cas, l'association de salariés qui possède au 31 décembre 1984 une accréditation pour représenter des salariés d'une catégorie ou sous-catégorie auprès de commissions scolaires existantes situées en totalité ou en partie sur le territoire de la nouvelle commission scolaire.

413. L'accréditation est demandée au moyen d'une requête déposée entre le 1^{er} et le 31 mars 1985 au bureau du commissaire général du travail.

L'association transmet une copie de cette requête aux commissions scolaires existantes, au comité de mise en oeuvre et, s'il y a lieu, aux associations de salariés possédant une accréditation sur le territoire de la nouvelle commission scolaire.

La requête est accompagnée du certificat d'accréditation que possède l'association requérante et de tous les autres renseignements demandés sur le formulaire prévu à cette fin par le commissaire général du travail.

Le défaut de déposer la requête au bureau du commissaire général du travail dans le délai prescrit entraîne le rejet de la requête.

414. Sur réception d'une ou plusieurs requêtes, le commissaire général du travail procède de la façon suivante:

1° s'il vient à la conclusion que l'association requérante est la seule qui possédait une accréditation sur le territoire de la nouvelle commis-

sion scolaire, il l'accrédite en indiquant par écrit la catégorie de salariés qui constitue l'unité de négociation;

2° s'il vient à la conclusion que les associations requérantes donnent leur accord afin que l'une des associations requérantes soit accréditée pour représenter un groupe de salariés, il l'accrédite en indiquant par écrit la catégorie de salariés qui constitue l'unité de négociation;

3° s'il vient à la conclusion qu'il n'y a pas accord entre les associations requérantes pour que l'une d'entre elles soit accréditée pour représenter un groupe de salariés, il décrète un vote au scrutin secret;

4° s'il vient à la conclusion qu'il n'y a pas accord en ce qui concerne les sous-catégories du personnel de soutien, il applique le présent article comme si les sous-catégories suivantes forment une catégorie distincte:

a) celle de soutien technique et administratif;

b) celle de soutien manuel.

415. Pour les fins de l'article 414, seul l'un ou l'autre des libellés suivants peut être retenu:

1° tous les enseignants salariés au sens du Code du travail, à l'exclusion des professionnels et du personnel de soutien;

2° tous les professionnels salariés au sens du Code du travail, à l'exclusion des enseignants, du personnel de soutien et de l'agent de gestion du personnel;

3° tout le personnel de soutien salarié au sens du Code du travail, à l'exclusion des enseignants, des professionnels et de la personne qui agit comme secrétaire du directeur général ou du directeur du personnel;

4° tout le personnel de soutien technique et administratif, à l'exclusion des enseignants, des professionnels et de la personne qui agit comme secrétaire du directeur général ou du directeur du personnel;

5° tout le personnel de soutien manuel salarié au sens du Code du travail, à l'exclusion des enseignants et des professionnels.

416. Le droit de devenir membre d'une autre association de salariés prévu à l'article 111.4 du Code du travail ne s'applique pas pour l'année 1984-1985.

417. Seuls les salariés dont le nom apparaît au plan de transfert du 31 mars 1985 peuvent participer au scrutin secret.

418. Le vote au scrutin secret se tient sous la responsabilité du commissaire général du travail et a lieu au plus tard le 18 mai 1985, selon les modalités que le commissaire détermine.

L'accréditation est accordée à l'association qui obtient le plus de voix.

419. À compter du 1^{er} juillet 1985, l'association nouvellement accréditée est subrogée de plein droit dans les droits et obligations résultant d'une convention collective à laquelle était partie une association accréditée qu'elle remplace.

420. À compter du 1^{er} juillet 1985, la seule convention collective applicable à une catégorie de salariés est celle qui était en vigueur le 30 juin 1985 et à laquelle était partie l'association qui a obtenu l'accréditation conformément à la présente section.

Les autres conventions collectives applicables le 30 juin 1985 deviennent caduques à compter de cette date.

421. Le transfert d'un salarié d'une commission scolaire existante à une nouvelle commission scolaire n'entraîne pas une rupture de son lien d'emploi. Un tel transfert n'affecte pas le droit à un traitement différé pour le membre du personnel enseignant, ni le droit à un logement pour le membre du personnel de soutien, s'ils y ont droit au 30 juin 1985.

Le salarié conserve le droit au remboursement des jours de congés maladie monnayables à son crédit lorsqu'il y a droit en vertu de la convention collective qui lui est applicable au 30 juin 1985, selon la valeur et les modalités établies à cette convention collective. De même, le salarié conserve le nombre de jours de congés maladie non monnayables, accumulés au 30 juin 1985, lorsqu'il y a droit en vertu de la convention collective qui lui est applicable à cette date.

422. Lorsqu'il y a mésentente parce que les personnes réellement comprises dans une unité de négociation, en date du 1^{er} juillet 1984, diffèrent de celles dont les noms apparaissent au plan de transfert le 31 mars 1984, une association ayant droit à l'accréditation ou la nouvelle commission scolaire peut adresser une requête au commissaire général du travail pour lui demander de décider de l'affaire. Une telle requête ne peut empêcher l'accréditation de l'association.

Lorsque le commissaire du travail saisi de l'affaire décide qu'en faisant droit à cette requête, cela pourrait avoir un effet sur le résultat du vote, il décide de cette mésentente et ordonne, s'il y a lieu, un nouveau scrutin secret.

Lorsque l'accréditation est accordée à une association différente, la seule convention collective applicable à compter de la date du jugement final est celle qui était en vigueur le 30 juin 1985 et à laquelle était partie l'association qui obtient l'accréditation conformément au présent article.

423. Malgré l'article 23 du Code du travail, le commissaire général du travail peut nommer temporairement toute personne en vue d'assurer l'application de la présente section.

424. Dans le cas où un certificat d'accréditation est possédé conjointement par deux associations de salariés, chacune de ces associations est considérée comme une association accréditée distincte pour les fins de la présente section.

SECTION V

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ÎLE DE MONTRÉAL

425. Le ministre constitue un organisme pour exercer les pouvoirs du Conseil scolaire de l'île de Montréal concernant sa dette obligataire contractée avant le premier juillet 1985.

Après consultation des comités de mise en oeuvre de l'île de Montréal, la commission de mise en oeuvre peut recommander au ministre de confier à cet organisme la mise en commun de biens ou services au bénéfice des commissions scolaires de ce territoire.

426. Le ministre délivre l'acte établissant l'organisme scolaire.

Cet acte indique le nom de l'organisme, son adresse, les biens immobiliers mis à sa disposition et les biens et services qu'il administre.

Cet acte peut aussi déterminer les droits et obligations des commissions scolaires de l'île de Montréal à l'égard de cet organisme.

Cet acte est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

427. Le ministre peut modifier ou révoquer l'acte d'établissement de l'organisme, à la demande de la majorité des commissions scolaires de l'île de Montréal.

428. Le conseil d'administration de l'organisme est composé du président de chaque nouvelle commission scolaire de l'île de Montréal.

Les membres choisissent leur président.

429. L'organisme est une personne morale de droit public qui a les pouvoirs nécessaires pour l'exercice de ses fonctions.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[[**430.** Les deniers requis pour les fins de la commission de mise en oeuvre et de son comité exécutif sont déterminés par le ministre

et pris à même les crédits du ministère de l'Education pour l'exercice financier 1984-1985.]]

431. Les deniers requis pour les fins des comités de mise en oeuvre sont pris à même les sommes que les commissions scolaires existantes doivent leur verser; ces sommes sont déterminées par les comités de mise en oeuvre, avec l'approbation du ministre, et doivent être prises à même les revenus prévus dans le budget de l'année scolaire 1984-1985 de chaque commission scolaire existante, selon les modalités déterminées par le ministre.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

SECTION I

DISPOSITIONS DE CONCORDANCE

432. L'article 6 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **6.** Les organismes scolaires comprennent les commissions scolaires, l'organisme scolaire constitué en vertu de l'article 425 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), les collèges d'enseignement général et professionnel, l'Université du Québec ainsi que ses constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures. ».

433. L'annexe A de cette loi est modifiée par l'addition, à l'endroit déterminé par la Commission de refonte des lois et des règlements, de ce qui suit:

« Loi sur l'enseignement primaire et
secondaire public (1983, chapitre
*inscrire ici le numéro de chapitre du
présent projet de loi*) »

Article 141 »

434. L'article 2 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° par le suivant:

« *b*) les corporations municipales et les commissions scolaires; ».

435. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° Nonobstant toute disposition contraire, la commission peut exercer son recours contre une corporation municipale ou une commission scolaire, en raison d'un accident du travail, durant les douze mois qui suivent le jour de la réception de l'avis d'option prévu aux paragraphes 1° et 5° du présent article, pourvu que cet avis d'option soit communiqué par la commission à la corporation municipale ou à la commission scolaire dans les trente jours qui suivent sa réception. ».

436. L'article 5 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1), modifié par l'article 70 du chapitre 63 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 7° du premier alinéa par le suivant:

« 7° l'identification et la localisation approximative des équipements et des infrastructures à être mis en place par le gouvernement, ses ministères et ses mandataires ainsi que par les organismes publics et les commissions scolaires; ».

437. L'article 225 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est remplacé par le suivant:

« **225.** Ce cautionnement peut être fait en espèces. Il peut également être constitué d'obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par le Québec, toute autre province canadienne, le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, les états de ce dernier pays, par tout autre pays où l'assureur pratique les assurances, par toute corporation municipale ou commission scolaire du Québec. ».

438. L'article 244 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) une corporation municipale ou une commission scolaire du Canada, ou de tout autre pays où la compagnie exerce; ».

439. L'article 251 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) des obligations ou autres titres de créance émis par toute société de prêt constituée par une loi du Parlement du Québec ou autorisée à exercer au Québec en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (chapitre S-30), qui a été spécialement agréée par le gouvernement pour l'application du présent paragraphe et dont les opérations ordinaires au Québec consistent à faire des prêts aux corporations municipales, aux commissions scolaires et aux fabriques, ou des prêts garantis par premier privilège ou première hypothèque sur des biens-fonds situés au Québec; ».

440. L'article 136 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

« *h*) agissant en qualité de fonctionnaire des gouvernement fédéral ou provincial, de corporations municipales ou de commissions scolaires, exerce les fonctions d'avocat devant tout tribunal; ou ».

441. L'article 2 de la Loi sur les bourses pour le personnel enseignant (L.R.Q., chapitre B-7) est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) « institution d'enseignement »: une école secondaire régie par la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), une école secondaire indépendante ou un collège classique reconnu par le ministre de l'Éducation; ».

442. L'article 7 de la Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8) est remplacé par le suivant:

« **7.** Le ministre peut conclure avec tout ministère ou organisme du gouvernement du Québec, avec toute corporation municipale ou avec une commission scolaire, avec tout organisme de statistique d'une autre province du Canada ou avec tout ministère ou organisme du gouvernement du Canada, toute entente sur l'échange de renseignements recueillis d'un intéressé, à la fois pour le Bureau et pour l'autre partie à l'entente, et sur les compilations et publications de ces renseignements. ».

443. L'article 20 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) d'un régime supplémentaire de rentes auquel contribue une commission scolaire ou un organisme dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu; ».

444. L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **26.** La Caisse peut acquérir et détenir des obligations de municipalités ou de commissions scolaires du Québec aux conditions suivantes.

Elle ne peut se porter acquéreur de plus de 20% d'une émission lors de la mise sur le marché.

Elle ne doit pas se porter acquéreur d'obligations qui porteraient le montant détenu par elle à plus de 20% de la dette obligataire en cours de la municipalité ou de la commission scolaire.

Elle peut aussi acquérir et détenir d'autres titres de créance émis ou garantis par des municipalités au Québec pourvu que ces autres titres, joints aux obligations qu'elle détient, ne portent pas le montant détenu par elle à plus de 20% de la dette obligataire en cours de la municipalité. ».

445. L'article 83 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) dans des obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Québec ou du Canada, par une corporation municipale ou une commission scolaire au Québec, par une fabrique dans le Québec, ou par une corporation ecclésiastique, religieuse ou de cimetière dans le Québec;».

446. L'article 79 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, tout organisme scolaire doit, le cas échéant, se prévaloir des dispositions de l'article 201 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) pour assurer l'enseignement en anglais à tout enfant qui y aurait été déclaré admissible.».

447. L'annexe de cette loi est modifiée par le remplacement du paragraphe *c* de l'article 3 par le suivant:

«*c*) les organismes scolaires: les commissions scolaires régies par la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*).».

448. L'article 1 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18) est modifié par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) «organisme public»: toute commission scolaire ou tout organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, tout organisme dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1), ainsi que tout organisme dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu;».

449. L'article 172 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Toute école est tenue de permettre l'usage gratuit de ses locaux aux fins du présent article.».

450. L'article 415 de cette loi, modifié par l'article 134 du chapitre 63 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *c* du paragraphe 4° par le suivant:

«*c*) Pour établir, aménager, maintenir et améliorer des centres de loisirs et des terrains de jeux; et aussi pour conclure des ententes avec

toute commission scolaire, institution d'enseignement ou toute autorité religieuse pour établir, aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux et déterminer la part contributive de chacune des parties à de telles ententes;».

451. L'article 500 de cette loi est abrogé.

452. L'article 502 de cette loi est abrogé.

453. L'article 410 du Code municipal, modifié par l'article 7 du chapitre 55 des lois de 1946 et remplacé par l'article 26 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Pour établir, aménager, maintenir et améliorer des centres de loisirs et des terrains de jeux ou pour aider à leur établissement; et aussi, pour conclure des ententes avec toute commission scolaire, institution d'enseignement ou toute autorité religieuse pour établir, aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux et déterminer la part contributive de chacune des parties à de telles ententes.».

454. L'article 691 de ce code est abrogé.

455. L'article 726 de ce code, modifié par l'article 23 du chapitre 77 des lois de 1947, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 4 du premier alinéa par le suivant:

«4. Le montant des taxes scolaires dues par chacune de ces personnes, jusqu'à la confection de cet état.».

456. L'article 727 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 121 des lois de 1933 et l'article 24 du chapitre 77 des lois de 1947, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le secrétaire-trésorier doit en même temps transmettre un extrait de cet état à la commission scolaire dans le territoire de laquelle sont situés de tels immeubles.».

457. L'article 727*a* de ce code est abrogé.

458. L'article 35 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 3° par les suivants:

«1° en recouvrement d'une taxe ou autre somme d'argent due à une corporation municipale ou à une commission scolaire en vertu du Code municipal ou de quelque loi générale ou spéciale, ou en vertu d'un règlement adopté sous leur empire; ou

« 3° en annulation ou en cassation du rôle d'évaluation des immeubles imposables pour fins municipales ou scolaires, quelle que soit la loi régissant la corporation municipale ou la commission scolaire en cause. ».

459. L'article 36 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **36.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, la Cour provinciale a juridiction exclusive pour connaître, en dernier ressort, de toute demande ou action intentée en vertu du chapitre II du titre VI du livre cinquième et ayant trait à l'usurpation, la détention ou l'exercice illégal d'une charge dans une corporation municipale ou une commission scolaire, quelle que soit la loi qui la régit. ».

460. L'article 37 du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) est modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

« *j*) la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec: formuler, en toutes matières, une opinion dûment motivée de la valeur d'un bien ou d'un droit immobilier et, en matière d'expropriation, d'un bien ou droit mobilier ou immobilier et déterminer la valeur des biens sujets à l'évaluation conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale, du Code municipal, de la Loi sur les cités et villes, de toutes lois relatives aux communautés urbaines, de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, des chartes spéciales de certaines cités et villes, de même que des lois particulières s'appliquant aux corporations municipales et aux commissions scolaires; ».

461. L'article 11 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **11.** Une commission scolaire peut donner à une association de commissions scolaires un mandat exclusif pour les fins des articles 52 à 93. »;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« Tant qu'il est en vigueur, les obligations prévues aux articles 53 et 56 incombent exclusivement au mandataire; cependant celui-ci ne peut contraindre une association de salariés à négocier une convention collective qui s'applique à une territoire excédant celui d'une commission scolaire. ».

462. L'article 40 de ce code est remplacé par le suivant:

« **40.** Une requête en accréditation ne peut être renouvelée avant trois mois de son rejet par un commissaire du travail ou d'un désiste-

ment produit par une association requérante sauf s'il s'agit d'un désistement produit à la suite d'une fusion de corporations municipales ou de commissions scolaires, d'une intégration de personnel dans une communauté urbaine ou de la création d'une commission de transport. ».

463. L'article 68 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La convention collective conclue par une association de commissions scolaires ne lie que celles qui lui ont donné le mandat exclusif prévu à l'article 11. ».

464. L'article 6.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29) est remplacé par le suivant:

« **6.1** Un collège peut conclure, avec une commission scolaire, une entente en vertu de l'article 250 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), pour assurer le transport des personnes qui le fréquentent et leur en réclamer le coût qu'il doit assumer en vertu d'une telle entente, déduction faite des subventions accordées à ces fins. ».

465. L'article 6.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **6.3** Les articles 249 à 255 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public s'appliquent, en les adaptant, à un collège qui organise lui-même le transport des personnes qui le fréquentent. ».

466. L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

« *a*) six personnes dont quatre nommées après consultation des institutions publiques d'enseignement collégial et des groupes socio-économiques du territoire principalement desservi par le collège, une personne nommée parmi celles recommandées par les institutions d'enseignement supérieur et une personne nommée parmi celles recommandées par les commissions scolaires du territoire principalement desservi par le collège; ».

467. L'article 65 de la Loi sur la commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) est remplacé par le suivant:

« **65.** Dans les six jours de la première publication, la personne chargée de la vente donne, par lettre recommandée ou certifiée, avis de cette vente à la commission scolaire dans le territoire de laquelle est situé chaque immeuble annoncé en vente.

La commission scolaire qui reçoit cet avis peut produire, entre les mains de la personne chargée de la vente, une réclamation pour les

taxes qui lui sont dues. Ladite personne est autorisée à ajouter ce montant à celui qui est dû pour taxes à la municipalité en défaut. ».

468. L'article 14 de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37) est modifié par le retranchement, à la septième ligne du premier alinéa, des mots « et les inspecteurs d'écoles ».

469. L'article 107 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est abrogé.

470. L'article 196 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° La Commission de transport peut conclure un contrat de transport des élèves dans le cadre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

La Commission de transport a compétence pour exécuter, même en dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission scolaire recoupe son territoire. ».

471. L'article 289 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° La Commission peut conclure un contrat de transport des élèves dans le cadre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

La Commission a compétence pour exécuter, même en dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu de l'article 236. ».

472. L'article 115 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est abrogé.

473. L'article 216 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° La Commission de transport peut conclure un contrat de transport des élèves dans le cadre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre*

du présent projet de loi), de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

La Commission de transport a compétence pour exécuter, même en dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu de l'article 169. ».

474. L'article 22 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **22.** Ces comités sont chargés:

a) de faire des règlements concernant l'enseignement religieux, catholique ou protestant, l'animation pastorale catholique et l'animation religieuse protestante, dans les établissements d'enseignement;

b) de faire des règlements sur les conditions de qualification, au point de vue religieux, du personnel enseignant qui dispense l'enseignement religieux, catholique ou protestant, ainsi que du personnel non enseignant qui dispense les services d'animation pastorale catholique, ou les services d'animation religieuse protestante, dans les établissements d'enseignement;

c) d'approuver, pour l'enseignement religieux catholique ou protestant, les programmes, les guides pédagogiques, les manuels et le matériel didactique;

d) d'approuver, pour l'animation pastorale catholique ou l'animation religieuse protestante, les programmes et les répertoires d'objectifs;

e) de faire des règlements pour reconnaître les établissements d'enseignement comme catholiques ou protestants, et pour assurer leur caractère confessionnel;

f) de reconnaître, comme catholiques ou protestants, les établissements d'enseignement et de révoquer au besoin cette reconnaissance. ».

475. L'article 23 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **23.** Ces comités peuvent:

a) donner au ministre un avis, au point de vue religieux, sur les programmes, les manuels et le matériel didactique pour l'enseignement autre que religieux que le ministre est tenu de leur transmettre avant leur adoption ou leur autorisation;

b) recevoir et entendre les requêtes et suggestions des associations, des institutions et de toute personne sur toute question de leur compétence;

c) faire effectuer les études et recherches qu'ils jugent nécessaires ou utiles à la poursuite de leurs fins;

d) édicter pour leur régie interne des règlements qui sont soumis à l'approbation du gouvernement. ».

476. L'article 30 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le présent article ne s'applique pas aux matières régies par la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*). ».

477. L'article 36 de la Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1) est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° émis par une corporation municipale ou une commission scolaire du Québec; ».

478. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement, à la huitième ligne, des mots « ou scolaire » par les mots « ,aux commissions scolaires ».

479. L'article 66 de la Loi sur les corporations municipales et inter-municipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est remplacé par le suivant:

« **66.** La corporation peut conclure un contrat de transport des élèves dans le cadre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

La corporation a compétence pour exécuter, même en dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu des articles 4 et 67. ».

480. L'article 17 de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **17.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les corporations municipales, les commissions scolaires et les corporations de syndics de paroisse peuvent placer leurs fonds d'amortissement en acquisition des obligations émises par l'Office. ».

481. L'article 46.2 de la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **46.2** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les corporations municipales et les commissions scolaires peuvent placer leurs fonds d'amortissement en acquisition des obligations émises par l'Office. ».

482. Le titre de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7) est remplacé le suivant:

« Loi sur les dettes et les emprunts municipaux ».

483. L'article 15 de cette loi, modifié par l'article 188 du chapitre 63 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

« **15.** Lorsqu'une corporation municipale, quelles que soient la nature de sa constitution en corporation et la loi qui la régit, désire conclure un emprunt auprès d'un marché de capitaux autre que canadien ou dont le remboursement doit s'effectuer, en totalité ou en partie, en monnaie étrangère, cette corporation doit y être préalablement autorisée par le gouvernement, sur recommandation conjointe du ministre des Finances et du ministre des Affaires municipales. De plus, l'exécution de toute formalité d'inscription ou d'enregistrement permettant l'accès à un marché de capitaux autre que canadien et toute négociation d'un emprunt visé par le présent alinéa doivent être autorisées au préalable par le ministre des Finances et le ministre des Affaires municipales.

Lorsque cette autorisation a été donnée et que la corporation municipale a contracté un emprunt en se conformant aux dispositions législatives qui la régissent en cette matière et que la loi, le règlement ou la résolution autorisant l'emprunt en limite le montant, celui-ci est réputé être la valeur nominale des obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, sans égard à toute prime qui peut être payable lors du remboursement, ni au fait que ces obligations ou autres valeurs peuvent être vendues à prime ou à escompte; et l'emprunt est réputé autorisé tant en monnaie étrangère qu'en monnaie du Canada, nonobstant la différence de valeur qui peut exister entre elles lors de l'emprunt ou après qu'il a été effectué. ».

484. L'article 15.1 de cette loi, édicté par l'article 189 du chapitre 63 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **15.1** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer la nature et la forme des renseignements à fournir au ministre des Finances et au ministre des Affaires municipales aux fins de l'application du premier alinéa de l'article 15, de même que l'époque à laquelle ces renseignements doivent être fournis. ».

485. L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **16.** Dans la présente section, les mots « corporation municipale » comprennent tout organisme chargé de l'administration d'un territoire pour fins municipales au Québec. ».

486. L'article 17 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « ou scolaire ».

487. L'article 20 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

488. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **21.** Dans la présente section:

1° Le mot « municipalité » désigne toute corporation municipale quelconque, qu'elle soit formée ou régie par une loi générale ou spéciale;

2° Le mot « officier » désigne tout membre d'un conseil municipal et il comprend également tout officier ou employé d'une municipalité au sens du paragraphe 1° du présent article. ».

489. L'article 23 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **23.** Toute corporation municipale doit tenir un registre pour l'enregistrement des obligations émises pour fins d'emprunts. ».

490. L'article 26 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « ou scolaire ».

491. L'article 26.1 de cette loi est abrogé.

492. L'article 36 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **36.** Une corporation municipale qui a effectué un emprunt pour lequel un fonds d'amortissement doit être créé en vertu des lois à cet effet, ou qui a émis des obligations, doit, dans les trente jours suivant immédiatement l'exécution de l'emprunt ou la livraison des obligations, faire au ministre des Finances un rapport sous le serment d'office du maire et celui du secrétaire-trésorier ou du greffier. ».

493. L'article 39 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne, avant le mot « scolaire », du mot « commission ».

494. L'article 42 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **42.** Le maire, le secrétaire-trésorier ou le greffier d'une municipalité qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions de l'article 36, ou aux règlements faits en vertu de l'article 41, ou qui donne

des renseignements faux ou évidemment insuffisants, est passible d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cinq cents dollars. ».

495. L'article 44 de cette loi est abrogé.

496. L'article 1 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) est modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

« *j*) « commission scolaire »: une commission scolaire, quelle que soit la loi qui la régit; ».

497. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement au paragraphe *a*, des mots « corporation scolaire » par les mots « commission scolaire ».

498. L'article 14.1 de cette loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

« Le gouvernement modifie ces montants annuellement, avant le 1^{er} mai, en les ajustant aux variations du montant des subventions consenties pour la même année et pour un même niveau, aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel. À cette fin, le gouvernement ne tient cependant pas compte des variations du montant des subventions consenties à ceux-ci pour des dépenses propres à l'enseignement public. ».

499. L'article 17.1 de cette loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

« Le gouvernement modifie ces montants annuellement, avant le 1^{er} mai, en les ajustant aux variations du montant des subventions consenties pour la même année et pour un même niveau, aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel. À cette fin, le gouvernement ne tient cependant pas compte des variations du montant des subventions consenties à ceux-ci pour des dépenses propres à l'enseignement public. ».

500. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **21.** Dans le calcul des subventions visées aux articles 14.4 et 17.4, il n'est cependant pas tenu compte des élèves pour lesquels une commission scolaire assume les frais d'enseignement en vertu d'une entente conclue conformément à l'article 201 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), ni des élèves faisant l'objet d'un contrat de service visé à l'article 67 de la présente loi, ni des élèves inscrits à des cours de culture personnelle. ».

501. L'article 46 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**46.** Une institution détentrice d'un permis d'enseignement de culture personnelle ne peut inscrire aucun élève auquel s'applique le premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, à moins qu'il ne soit dispensé en vertu du deuxième alinéa de cet article. ».

502. L'article 20 de la Loi sur l'enseignement spécialisé (L.R.Q., chapitre E-10) est remplacé par le suivant:

«**20.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, autoriser le ministre de l'Éducation à conclure des ententes avec des commissions scolaires ou des corporations municipales ou autres pour l'établissement et l'entretien d'instituts de technologie, d'écoles d'initiation artisanale, d'arts appliqués et de métiers ou de toutes autres écoles d'enseignement spécialisé; ces commissions ou corporations possèdent tous les pouvoirs nécessaires pour conclure de telles ententes et les exécuter, sujet, quant aux commissions scolaires et aux corporations municipales, à l'approbation de la Commission municipale du Québec. ».

503. L'article 25 de la Loi sur l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du deuxième alinéa par le suivant:

«*a*) favoriser la coordination et la promotion, auprès des ministères, des corporations municipales, des commissions scolaires et des autres organismes publics ou privés, de services répondant aux besoins des personnes handicapées en vue de faciliter leur accès à des logements et à des biens et services, leur déplacement, leur intégration au marché du travail, leur accès aux services d'éducation et leur participation à des activités socio-culturelles et de loisirs; ».

504. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) à la demande d'une personne handicapée, faire des représentations et l'assister dans ses démarches auprès des ministères, des organismes publics, des corporations municipales, des commissions scolaires, des institutions d'enseignement, des établissements et des compagnies d'assurances pour lui assurer l'exercice de ses droits; ».

505. L'article 54 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24) est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le protonotaire doit sans délai donner avis de ce dépôt aux secrétaires-trésoriers des corporations municipales et au secrétaire des commissions scolaires dans le territoire de laquelle se trouve le bien exproprié et, en outre, obtenir du registraire le certificat prévu aux articles 703 à 707 du Code de procédure civile, dont il acquitte le coût à même le montant déposé. ».

506. L'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié par l'abrogation de la définition de « commission scolaire ».

507. L'article 59 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**59.** Le rôle contient les renseignements nécessaires aux fins des taxes scolaires. ».

508. L'article 150 de cette loi est abrogé.

509. L'article 153 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Une copie de cet avis est transmis au greffier de la corporation municipale et, s'il y a lieu, de la municipalité. ».

510. L'article 174 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant:

«15° effectuer les changements nécessaires quant aux renseignements requis aux fins de taxes scolaires; ».

511. L'article 176 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**176.** L'évaluateur effectue une modification visée aux paragraphes 1° à 14° et 16° de l'article 174 au moyen d'un certificat qu'il signe. Si l'évaluateur est une société ou une corporation, son représentant désigné en vertu de l'article 21 signe le certificat. »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le greffier de la corporation municipale effectue une modification visée au paragraphe 15° de l'article 174. Il transmet un avis de la modification à l'évaluateur et à la municipalité. ».

512. L'article 177 de cette loi, modifié par l'article 209 du chapitre 63 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

«6° celle visée au paragraphe 15° de cet article a effet à compter de l'exercice financier scolaire suivant. ».

513. L'article 180 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le greffier de la corporation municipale transmet une copie de l'avis au greffier de la municipalité, s'il y a lieu. ».

514. L'article 182 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« Le greffier transmet un avis de la modification à l'évaluateur et à la municipalité. ».

515. L'article 213 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **213.** Si un terrain visé à l'article 211 cesse d'être utilisé comme parcours de golf, celui qui est tenu de payer les taxes à l'égard de l'unité d'évaluation dont ce terrain fait partie doit payer à la corporation municipale la différence entre le montant des taxes foncières municipales et scolaires qui a été payé et celui qui aurait été autrement exigible à l'égard de cette unité d'évaluation, pour chaque exercice financier au cours duquel l'article 211 s'est appliqué, jusqu'à concurrence de dix exercices financiers. ».

516. L'article 219 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° à la corporation municipale, la différence entre le montant de taxes foncières qui a été payé et celui qui aurait été exigible à l'égard de la ferme ou du boisé si le premier alinéa de l'article 214 ne s'était pas appliqué; ».

517. L'article 495 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **495.** Une commission scolaire ne peut exercer un pouvoir de taxation que dans les limites prévues par la présente loi et la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) malgré toute loi générale ou spéciale ou charte qui lui confère un tel pouvoir. ».

518. L'article 501 de cette loi est abrogé.

519. L'article 27 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **27.** Malgré toute disposition législative inconciliable, les corporations municipales, les commissions scolaires, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Commission des normes du travail peuvent accorder des subventions aux commissions avec l'autorisation du gouvernement. ».

520. Le deuxième alinéa de l'article 73 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est remplacé par le suivant:

« Pour les syndicats d'école, le nom de la corporation comprend les mots « La commission scolaire confessionnelle pour la municipalité

de , dans le comté de ou dans les comtés de
(si la municipalité fait partie de plusieurs comtés)». ».

521. L'article 571 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **571.** La commission scolaire est soumise à la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) et aux autres lois du Québec d'application générale, sauf lorsque ces lois sont incompatibles avec les dispositions de la présente partie, auquel cas ces dernières prévalent. ».

522. L'article 583 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **583.** Les commissaires d'écoles ont droit aux allocations de présence et au remboursement de dépenses selon les normes déterminées par le ministre en vertu de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et la commission scolaire leur rembourse, conformément aux règlements adoptés par elle à cette fin, tous les frais de déplacement, de logement et de repas effectivement engagés pour assister aux séances officielles de la commission scolaire. ».

523. L'article 596 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **596.** La publication d'avis publics à des fins scolaires peut être faite conformément aux règlements adoptés à cet effet par la commission scolaire et soumis au ministre pour approbation. ».

524. L'article 599 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **599.** Les dispositions de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public relatives aux élections, aux taxes scolaires et à l'évaluation de la propriété et aux comités de parents ne s'appliquent pas à la commission scolaire. ».

525. L'article 604 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **604.** La commission scolaire est soumise à la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et aux autres lois du Québec d'application générale, sauf lorsque ces lois sont incompatibles avec les dispositions de la présente partie, auquel cas ces dernières prévalent. ».

526. L'article 657 de cette loi est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

« Les comités d'éducation sont des organes consultatifs possédant des pouvoirs de recommandations auprès de la commission scolaire, sauf pour les responsabilités qui leur sont déléguées par ordonnance de la commission scolaire. ».

527. L'article 662 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **662.** La délégation de pouvoirs de la commission scolaire se fait par ordonnance. ».

528. L'article 670 de cette loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

« Le conseil de la commission scolaire établit, par règlement, les fonctions du personnel de cadre et de gérance. ».

529. L'article 673 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **673.** Malgré l'article 226 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, les commissaires, après avoir décidé, par résolution adoptée à une session régulièrement tenue, de ne pas engager une personne occupant une fonction pédagogique ou éducative pour l'année suivante, doivent, au moins soixante jours avant la date d'expiration de l'engagement de cette personne ou, s'il s'agit d'un engagement se terminant à la fin d'une année scolaire, soixante jours avant la fin de l'année scolaire, lui signifier, par écrit, leur intention à cette fin; dans cet avis, ils ne sont pas tenus de donner les raisons qui motivent leur décision. ».

530. L'article 675 de cette loi est modifié par l'abrogation du deuxième alinéa.

531. L'article 681 de cette loi est abrogé.

532. L'article 685 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **685.** La commission scolaire peut faire des recommandations au gouvernement pour qu'il déclare inapplicable, en tout ou en partie, tout règlement adopté en vertu de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public. ».

533. L'article 690 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **690.** Les bénéficiaires naskapis sont soumis à la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et aux autres lois du Québec d'application générale, sauf lorsque ces lois sont incompatibles avec les dispositions de la présente partie, auquel cas ces dernières prévalent. ».

534. L'article 40 de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5) est modifié par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

« Néanmoins, la Société peut, malgré toute disposition législative au contraire, faire avec des corporations municipales ou des commissions scolaires des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Société et par des corporations municipales, des commissions scolaires ou des corporations de commissaires ou d'administrateurs d'écoles entre le premier janvier 1945 et le premier avril 1946 sont déclarés valides et elles ont leur effet depuis le premier janvier 1945. ».

535. L'article 493 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est remplacé par le suivant:

« **493.** Un membre élu d'un conseil municipal, un membre, élu par vote populaire, d'une commission ou corporation municipale de service public ou de tout autre organisme administratif similaire ou un membre d'une commission scolaire n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour l'année l'allocation qu'il reçoit dans l'année d'imposition de cette municipalité ou de cet organisme pour les dépenses inhérentes à ses fonctions, dans la mesure où cette allocation n'excède pas la moitié du montant qui lui est ainsi versé dans l'année sous forme de traitement ou autre rémunération; l'excédent doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

536. L'article 2 de la Loi sur les listes électorales (L.R.Q., chapitre L-4.1) est modifié par le remplacement du paragraphe 24° par le suivant:

« 24° « recensement annuel » désigne tout recensement fait suivant les articles 59 et 109, en vue de la confection de listes électorales permanentes; ».

537. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « deuxième lundi » par le mot « mardi ».

538. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **7.** Le directeur général des élections prescrit la forme et la teneur de toutes les formules requises par l'application de la présente loi. ».

539. L'article 59 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **59.** Dans les sections urbaines, les recenseurs doivent commencer le recensement annuel à neuf heures le deuxième lundi qui suit la fête du Travail et le terminer le plus tard le vendredi de la même semaine. ».

540. L'article 60 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**60.** 1. Lors du recensement, les recenseurs, dûment assermentés, doivent, par une visite commune de maison en maison dans la section de vote qui leur est assignée, recueillir ensemble:

1° les noms, prénoms, adresses, professions ou métiers et âges des personnes qui ont la qualité d'électeur à la fin de la période de révision;

2° aux fins de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), la commission scolaire linguistique pour laquelle l'électeur désire voter ainsi que l'école que désigne l'électeur et qui est située sur le territoire de la commission scolaire linguistique choisie où se trouve son domicile. ».

541. L'article 73 de cette loi est modifié par le remplacement des cinquième et sixième lignes du paragraphe 2° par ce qui suit: « ni interligne, les renseignements prévus par les sous-paragraphe 1° et 2° du paragraphe 1 de l'article 60, en faisant précéder le nom de l'électeur du numéro de son ».

542. L'article 74 de cette loi est modifié par le remplacement de la onzième ligne et des suivantes du paragraphe 3° par ce qui suit: « électorale qu'il représente ».

543. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**77.** Dès la réception des listes électorales imprimées, après le recensement annuel, le directeur du scrutin fait parvenir gratuitement à toute municipalité un exemplaire de la liste ainsi imprimée de chaque section de vote comprise dans le territoire de la municipalité. ».

544. L'article 100 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant:

«1.1 Toute erreur dans l'inscription d'un des renseignements prévus par le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 de l'article 60 ou l'absence d'un tel renseignement peut être corrigé en faisant une demande de correction. »;

2° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3 de ce qui suit: « de nom ou de désignation en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 ».

545. L'article 101 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Tout préposé à la réception de ces demandes doit recevoir toute demande régulièrement faite par un électeur; il doit, à cet égard, compléter la formule appropriée et en remettre copie à la personne qui a fait la demande. ».

546. L'article 105 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Le directeur du scrutin transmet, immédiatement après la révision, aux personnes mentionnées au paragraphe 3 de l'article 74, à chaque municipalité comprise dans tout ou partie de sa circonscription électorale, et à chaque candidat si la révision a lieu durant la période électorale, des exemplaires des relevés qu'il a reçus de la commission de révision. ».

547. L'article 108 de cette loi est modifié par le remplacement de la deuxième ligne du paragraphe 2 par ce qui suit: « l'article 97 ou des paragraphes 1.1 et 2 de l'article 100 doit être ».

548. L'article 109 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **109.** Dans les sections rurales, le recenseur doit commencer le recensement annuel à neuf heures le deuxième lundi qui suit la fête du Travail et le terminer le plus tard le vendredi de la même semaine. ».

549. L'article 110 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **110.** 1. Lors du recensement, le recenseur dûment assermenté doit, par une visite de maison en maison ou par tout autre moyen jugé convenable, recueillir, dans la section de vote qui lui est assignée:

1° les noms, prénoms, adresses et professions ou métiers des personnes qui ont la qualité d'électeur à la fin de la période de révision;

2° aux fins de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, la commission scolaire linguistique pour laquelle l'électeur désire voter ainsi que l'école que désigne l'électeur et qui est située sur le territoire de la commission scolaire linguistique choisie où se trouve son domicile. ».

550. L'article 115 de cette loi est modifié par le remplacement des cinquième et sixième lignes du paragraphe 2 par ce qui suit: « interligne, les renseignements prévus par les sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe 1 de l'article 110, en faisant précéder le nom de l'électeur du numéro de son logement, ».

551. L'article 117 de cette loi est modifié par le remplacement de la onzième ligne et des suivantes du paragraphe 3 par ce qui suit: «électorale qu'il représente.».

552. L'article 120 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **120.** Dès la réception des listes électorales imprimées, après le recensement annuel, le directeur du scrutin fait parvenir gratuitement à toute municipalité un exemplaire de la liste ainsi imprimée de chaque section de vote comprise dans le territoire de la municipalité. ».

553. L'article 129 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant:

« 1.1 Toute erreur dans l'inscription d'un des renseignements prévus par le sous-paragraphe 1 de l'article 110 ou l'absence d'un tel renseignement peut être corrigé en faisant une demande de correction. ».

554. L'article 130 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant:

« 6. Le directeur du scrutin transmet, immédiatement après la révision, aux personnes mentionnées au paragraphe 3 de l'article 117, à chaque municipalité comprise dans tout ou partie de sa circonscription électorale, et à chaque candidat si la révision a lieu durant la période électorale, un exemplaire de chacun des relevés qu'il a reçus des réviseurs. ».

555. Cette loi est modifiée par le remplacement, dans les articles 50, 53, 61, 63, 64, 65, 67, 73, 74, 85, 88, 97, 98, 100, 105, 115, 117, 126, 127, 128, 130, du chiffre ou, selon le cas, des chiffres qui suivent l'expression « formule » par l'expression « prescrite ».

556. Cette loi est modifiée par la suppression de la première annexe comprenant les formules numéro 5 à 34-C.

557. L'article 4 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Les statistiques et autres renseignements nécessaires à la préparation de ce rapport lui sont fournis, avant le 31 août de chaque année, par les commissions scolaires et par toutes les institutions d'enseignement, d'après les formulaires qu'il fournit à cette fin. ».

558. L'article 20 de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **20.** Sauf dans la mesure prévue expressément par la loi, aucune commission scolaire, corporation municipale, communauté urbaine ou communauté régionale ne peut, sous peine de nullité, négocier ou conclure des ententes avec le gouvernement du Canada, celui d'une autre province, un gouvernement étranger ou un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements. ».

559. L'article 3 de la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Un organisme public, au sens du présent article, est toute commission scolaire ou tout organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, tout organisme dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1), ainsi que tout organisme dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu. ».

560. L'article 30 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) est modifié par le remplacement des paragraphes 4° et 5° par le suivant:

« 4° une commission scolaire; ».

561. L'article 1 de la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1) est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

« *cinscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) et tout autre organisme similaire désigné par le gouvernement pour l'application de la présente loi; ».

562. L'article 1 de la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22) est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *binscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), les banques à charte fédérale, les compagnies d'assurance faisant affaires au Québec en vertu d'un permis émis sous l'empire de

la Loi sur les assurances (chapitre A-32), les compagnies de fidéicommis enregistrées en vertu de la Loi sur les compagnies de fidéicommis (chapitre C-41) et toute autre association, société ou corporation à laquelle la présente loi deviendra applicable en vertu d'un décret visé à l'article 6; ».

563. L'article 12 de la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Malgré le premier alinéa, les pouvoirs prévus aux articles 26 à 29 peuvent être délégués à l'adjoint du Protecteur du citoyen ou à ses fonctionnaires et employés, dans le cas des enquêtes effectuées en vertu de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*). ».

564. L'article 26 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Dans le cas d'une enquête effectuée en vertu de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public, les avis et les recommandations du Protecteur du citoyen prévus au présent article sont adressés au président du conseil de l'école ou du conseil d'administration de la commission scolaire en cause. ».

565. L'article 2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

« *g*) obtenir des ministères du gouvernement, de tout organisme qui en relève, des corporations municipales et des commissions scolaires tout renseignement nécessaire à l'application de la loi; ».

566. L'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° par le suivant:

« *b*) des commissions scolaires au sens de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) et des collèges d'enseignement général et professionnel; ».

567. L'article 1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) « commissaires ou syndics d'écoles » comprend toute commission scolaire, et tout bureau constitués pour fins d'administration d'écoles publiques au Québec; ».

568. L'article 31 de la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1) est remplacé par le suivant:

«**31.** Une personne, à l'exception d'une corporation municipale ou de ses mandataires ou d'une commission scolaire ou d'un organisme gouvernemental, qui exploite un centre sportif doit détenir un permis d'exploitation délivré par la Régie aux conditions et sur paiement des droits prescrits par la loi et ses règlements. ».

569. L'article 1 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) est modifié:

1° par le remplacement de la définition de « service de garde en jardin d'enfants » par la suivante:

« « service de garde en jardin d'enfants »: un service de garde fourni dans une installation où on reçoit au moins dix enfants de 2 à 5 ans de façon régulière et pour des périodes qui n'excèdent pas 3 heures par jour; »;

2° par la suppression de la définition de « service de garde en milieu scolaire ».

570. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le titulaire de l'autorité parentale a le droit de choisir le service de garde qui lui convient le mieux compte tenu des ressources disponibles; un titulaire de permis ou une personne responsable d'un service de garde en milieu familial a le droit d'accepter ou de refuser de recevoir un enfant. ».

571. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 3° et 4° par le suivant:

« 3° une corporation municipale; ou ».

572. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 4° et 5° par le suivant:

« 4° une corporation municipale. ».

573. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **10.** Le titulaire visé dans les paragraphes 3° et 5° du premier alinéa de l'article 4 et dans les paragraphes 3° et 4° du premier alinéa de l'article 5 doit former un comité de 5 personnes élues par et parmi les parents d'enfants qui sont ou seront inscrits dans la garderie ou le jardin d'enfants. ».

574. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants:

« **13.** Le titulaire d'un permis, sauf une corporation municipale, doit tenir les livres et comptes déterminés par règlement, de la manière prescrite par ce règlement.

L'exercice financier du titulaire d'un permis se termine le 31 mars de chaque année. Toutefois, l'exercice financier d'une corporation municipale, titulaire d'un permis, se termine à la même date que celui de cette corporation.

Le titulaire d'un permis, sauf une corporation municipale, doit, en outre, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre à l'Office un rapport de ses activités et un rapport financier pour l'exercice financier précédent. Dans le cas d'une corporation municipale, ces rapports doivent être remis au plus tard le 31 mars de chaque année. ».

575. L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **22.** Le titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en halte-garderie ou la personne responsable d'un service de garde en milieu familial doit tenir, conformément aux règlements, une fiche d'inscription et d'assiduité pour chaque enfant qu'il ou elle reçoit et doit en donner communication écrite ou verbale ou en faciliter l'accès au titulaire de l'autorité parentale qui lui en fait la demande. ».

576. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° au titulaire d'un permis de service de garderie visé dans les paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 4; ».

577. La section II de cette loi, comprenant les articles 32 et 33, est abrogée.

578. L'article 34 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **34.** Un inspecteur de l'Office peut pénétrer, à tout moment raisonnable durant les heures d'ouverture du service, dans tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que sont exercées des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de la présente loi afin de constater si la loi et ses règlements sont respectés. ».

579. L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **35.** Un inspecteur a, en tout temps, accès aux livres et comptes que doit tenir une personne qui exerce une activité pour laquelle un permis est exigé en vertu de la présente loi. Toutefois, dans le cas d'une corporation municipale, cet accès est limité aux inscriptions relatives aux services de garde fournis conformément à la présente loi ou ses règlements. ».

580. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **38.** Le titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en halte-garderie fixe le montant de la contribution qu'il exige pour les enfants qu'il reçoit. Cette contribution est exigée du titulaire de l'autorité parentale ou de toute autre personne déterminée par règlement. ».

581. L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **40.** L'Office peut, à la demande d'une personne de qui le titulaire d'un permis de service de garde en garderie ou une personne responsable d'un service de garde en milieu familial exige le paiement d'une contribution en vertu des articles 38 et 39, exonérer cette personne de ce paiement dans les cas et suivant les conditions, les circonstances et les modalités qu'il détermine par règlement. ».

582. L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 2° et 3° par le suivant:

« 2° au titulaire d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial pour le bénéfice d'une personne responsable d'un service de garde en milieu familial reconnue par cette agence. ».

583. L'article 44 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **44.** Le titulaire de l'autorité parentale à qui le titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en halte-garderie ou une personne responsable d'un service de garde en milieu familial refuse de donner accès à la fiche d'inscription et d'assiduité de son enfant ou refuse de donner la communication écrite ou verbale de cette fiche peut, par requête sommaire, s'adresser à la Commission des affaires sociales pour obtenir l'accès à cette fiche ou pour en obtenir communication, selon le cas. ».

584. L'article 50 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° cinq membres, dont le vice-président, sont choisis parmi les parents qui, au moment de leur nomination, ont des enfants qui reçoivent des services de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en milieu familial, après consultation des groupes ou organismes intéressés aux services de garde à l'enfance; un de ces parents doit être un parent d'enfant qui est une personne handicapée au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (chapitre E-20.1); »;

2° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° un membre est choisi parmi les employeurs qui, au moment de leur nomination, sont des parents d'enfants qui reçoivent des services de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en milieu familial, après consultation des organismes représentatifs des employeurs; »;

3° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° un membre est choisi parmi les travailleurs qui, au moment de leur nomination, sont des parents d'enfants qui reçoivent des services de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en milieu familial, après consultation des associations syndicales représentatives des travailleurs; »;

4° par la suppression du paragraphe 5°.

585. L'article 73 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des paragraphes 8° et 9° par les suivants:

« 8° déterminer la forme et la teneur de la fiche d'inscription et d'assiduité que doit tenir le titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants, en halte-garderie ou la personne responsable d'un service de garde en milieu familial pour chaque enfant qu'il ou elle reçoit et établir des normes de conservation, de consultation et de reproduction photographique de cette fiche;

« 9° identifier les livres et comptes que doit tenir le titulaire d'un permis, sauf une corporation municipale, et établir des règles de tenue de ces livres et comptes; »;

2° par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant:

« 15° déterminer les cas, les conditions, les circonstances et les modalités suivant lesquelles des subventions peuvent être accordées au titulaire d'un permis de service de garde en garderie visé dans les paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa de l'article 4, au titulaire d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial pour son bénéfice ou pour le bénéfice d'une personne responsable d'un service de garde en milieu familial ou au titulaire d'un permis de service de garde en halte-garderie sans but lucratif; »;

3° par la suppression du paragraphe 16°.

586. L'article 25 de la Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec (L.R.Q., chapitre S-15) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Elle peut conclure une entente avec la ville de Bécancour et toute commission scolaire sur le territoire de laquelle sont situés ses immeubles, afin de fixer le montant des taxes que la Société lui paiera en tenant compte de la valeur et de l'utilisation de ses immeubles ainsi que du taux de la taxe en vigueur dans la ville ou la commission scolaire dont il s'agit; le montant ainsi payable ne doit toutefois pas être inférieur à celui qui serait payé si les immeubles de la Société étaient tous des terres en culture. ».

587. La Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36) est abrogée.

588. L'article 15 de la Loi sur les villes minières (L.R.Q., chapitre V-7) est remplacé par le suivant:

« **15.** Malgré toute disposition inconciliable avec la présente loi, le gouvernement peut, en tout temps, à la recommandation du ministre de l'Éducation, ériger en commission scolaire distincte le territoire de toute ville constituée sous l'empire de la présente loi.

Avis de cette érection doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*. À compter de l'expiration des quinze jours qui suivent cette publication, la commission scolaire est constituée. Au surplus et sauf les dispositions du présent article, cette commission scolaire est régie par la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*). ».

589. L'article 102 de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89), édicté par l'article 25 du chapitre 99 des lois de 1971 et modifié par l'article 151 du chapitre 55 et par l'article 1 du chapitre 77 des lois de 1972, par l'article 6 du chapitre 37 des lois de 1973 et par l'article 22 du chapitre 26 des lois de 1981, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. La Commission peut conclure un contrat de transport des élèves dans le cadre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

La Commission a compétence pour exécuter, même en dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission scolaire

pourvu que le territoire de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu des articles 47 et 48. ».

590. L'article 650 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), remplacé par l'article 72 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 23 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **650.** L'exercice financier de la ville commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre suivant; toutes les taxes sont imposées et perçues pour chaque exercice, sauf la taxe scolaire qui est perçue pour l'année scolaire débutant le 1^{er} juillet précédant et se terminant le 30 juin suivant. ».

591. L'article 653 de cette charte, modifié par l'article 22 du chapitre 70 des lois de 1963, l'article 66 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 33 du chapitre 40 des lois de 1980 et remplacé par l'article 39 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **653.** Pour les fins du paragraphe *a* de l'article 652, le directeur du service compétent calcule le revenu probable de la taxe foncière municipale en prenant pour bases le taux de l'exercice en cours et l'évaluation fixée pour le prochain exercice; il y ajoute le montant probable des taxes de l'eau, de services et d'affaires calculé en utilisant, selon le cas, le taux fixe de l'exercice en cours ou le taux de l'exercice en cours basé sur la valeur locative probable de l'exercice suivant, laquelle valeur lui est fournie par le directeur du service de l'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal. Dans le cas de changement de taux lors de l'adoption du budget ou auparavant, le directeur du service compétent majore ou réduit en conséquence le montant obtenu par ces calculs. ».

592. L'article 310 de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est remplacé par le suivant:

« **310.** La ville, sur résolution du conseil, peut garantir les débentures émises par les commissions scolaires situées dans ses limites et accepter, comme garantie de la responsabilité ainsi contractée, un transport des taxes à être perçues pour ces commissions, jusqu'à concurrence du montant requis, en capital et intérêt. ».

593. L'article 76 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98), modifié par l'article 155 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 14 du chapitre 91 des lois de 1973 et l'article 24 du chapitre 26 des lois de 1981, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. La Commission peut conclure un contrat de transport des élèves dans le cadre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

La Commission a compétence pour exécuter, même en dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu des articles 19 et 20. ».

594. L'article 3 de la Loi concernant la commission scolaire de la Côte nord du golfe Saint-Laurent (1966-1967, chapitre 125) est remplacé par le suivant:

« **3.** La corporation scolaire est régie par la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*), à l'exception des dispositions inconciliables avec celles de la présente loi et des dispositions que le lieutenant-gouverneur en conseil déclare inapplicables en totalité ou en partie. ».

595. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **5.** L'administrateur exerce les pouvoirs des commissaires d'écoles au moyen d'ordonnances. ».

596. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **8.** Toute partie de la municipalité scolaire érigée en vertu de la présente loi peut en être détachée sur la recommandation du ministre de l'Éducation ou à la demande d'intéressés et être érigée en municipalité scolaire distincte; sous cette réserve, cette érection se fait selon les dispositions de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et le territoire qui en fait l'objet cesse alors d'être régi par la présente loi. ».

597. L'article 1 de la Loi concernant la commission scolaire du Nouveau-Québec (1968, chapitre 110) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **1.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, ériger une municipalité scolaire sous le nom de « municipalité scolaire du Nouveau-Québec », comprenant tout le territoire du Nouveau-Québec au sens de l'article 17 de la Loi de la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11) ainsi que cette partie du territoire de Mistassini qui est située à l'ouest du 76^e méridien de longitude ouest mais à l'exclusion de tout territoire déjà organisé en

municipalité scolaire en vertu de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1983, chapitre *inscire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) et situé dans les limites du territoire érigé en municipalité scolaire en vertu de la présente loi. ».

598. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **5.** L'administrateur exerce ses pouvoirs au moyen d'ordonnances. ».

599. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **8.** Toute partie de la municipalité scolaire érigée en vertu de la présente loi peut en être détachée sur la recommandation du ministre de l'Éducation ou à la demande d'intéressés et être érigée en municipalité scolaire distincte; sous cette réserve, cette érection se fait selon les dispositions de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et le territoire qui en fait l'objet cesse alors d'être régi par la présente loi. ».

SECTION II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

600. Les actes accomplis par le comité de mise en oeuvre d'un territoire lient la nouvelle commission scolaire de ce territoire comme si celle-ci les avait accomplis elle-même.

À partir du 1^{er} juillet 1985, l'actif et le passif du comité de mise en oeuvre deviennent l'actif et le passif de la nouvelle commission scolaire.

601. À partir du 1^{er} juillet 1985, l'actif et le passif d'une commission scolaire existante deviennent l'actif et le passif de la nouvelle commission scolaire qui a compétence sur son territoire, conformément au plan de répartition de l'actif et du passif, s'il y a lieu.

602. Une commission scolaire nouvelle peut imposer sur l'ensemble de son territoire une taxe spéciale annuelle suffisante, sur une période et suivant des proportions déterminées par le ministre, pour combler tout déficit, au 30 juin 1983, d'une commission scolaire existante mis à sa charge par le comité de mise en oeuvre ou résultant d'un jugement d'un tribunal ou d'une décision arbitrale contre une commission scolaire existante suivant la proportion établie en vertu de l'article 135.

Une taxe visée au premier alinéa n'est pas soumise à l'approbation des électeurs et des propriétaires.

603. La dette obligataire des commissions scolaires existantes contractée avant le 1^{er} juillet 1980 devient la dette obligataire de la commission scolaire nouvelle suivant la proportion établie en vertu de l'article 135 et le principal et les intérêts des obligations émises sont à la charge du fonds général de cette commission scolaire suivant cette même proportion établie en vertu de l'article 135.

La taxe annuelle imposée par les commissions scolaires existantes pour acquitter la dette obligataire prévue au premier alinéa devient, sous réserve de la proportion établie en vertu de l'article 135, une taxe annuelle de la nouvelle commission scolaire. Cette taxe est imposée sur l'ensemble du territoire de la nouvelle commission scolaire aux conditions originales et n'est pas soumise à l'approbation des électeurs.

604. Les articles de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires modifiés par les articles 482 à 495 continuent de s'appliquer aux émissions d'obligations effectuées avant le 1^{er} juillet 1985 par une commission scolaire ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal dans la mesure où ils leur étaient applicables avant ces modifications.

605. Dans une loi, une proclamation, un règlement, un arrêté en conseil, un décret, une ordonnance, un contrat ou un autre document, un renvoi à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires est un renvoi à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux.

606. À partir du 1^{er} juillet 1985, les employés des commissions scolaires existantes deviennent les employés de la nouvelle commission scolaire conformément aux plans de transfert et d'intégration des employés.

607. Les règlements, résolutions ou ordonnances adoptés et les conventions ou actes faits et les engagements posés par une commission scolaire existante restent en vigueur, dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi, tant que leur objet n'a pas été accompli ou jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés par la nouvelle commission scolaire qui a compétence sur son territoire.

À ces fins, la nouvelle commission scolaire est subrogée dans les droits et obligations de la commission scolaire existante.

608. Les nouvelles commissions scolaires de l'île de Montréal succèdent suivant la proportion établie conformément à l'article 135 aux droits et obligations du Conseil scolaire de l'île de Montréal.

609. L'organisme constitué en vertu de l'article 425 continue d'exercer les pouvoirs du Conseil scolaire de l'île de Montréal concernant sa dette obligataire contractée avant le 1^{er} juillet 1985. Il succède à tous les droits et obligations du Conseil et des commissions scolaires existantes sous sa juridiction quant à cette dette.

Les fonds requis pour l'amortissement du principal et le paiement des intérêts des obligations du Conseil proviennent des revenus généraux de l'organisme qui continue de recevoir les subventions gouvernementales y afférentes et peut ordonner l'imposition d'une taxe suffisante pour leur remboursement. La taxe est prélevée comme la taxe générale, sur tout le territoire de l'île de Montréal, pour le compte des nouvelles commissions scolaires proportionnellement à l'évaluation uniformisée, au sens de l'article 256, des immeubles imposables de celles-ci. Cette taxe n'est pas soumise à l'approbation des électeurs et des propriétaires et constitue en faveur de l'organisme et des détenteurs d'obligations une charge du fonds général de la commission scolaire pour le compte de laquelle elle doit être prélevée.

610. Le ministre ne peut modifier l'acte constitutif de l'organisme relativement aux droits, pouvoirs et obligations prévus à l'article 609, ni le révoquer, jusqu'à ce que cet article n'ait plus d'application.

611. Toute école conserve la reconnaissance confessionnelle qu'elle a le 1^{er} juillet 1985. Elle doit, dans les trois ans, demander la reconduction ou la révocation de sa reconnaissance comme école catholique ou comme école protestante.

À défaut, elle perd sa reconnaissance confessionnelle.

612. Lorsqu'une commission scolaire existante n'a pas le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) requis une corporation municipale ou une municipalité, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale, qu'elle perçoive les taxes scolaires conformément à l'article 366 de la Loi sur l'instruction publique, la nouvelle commission scolaire peut, malgré les articles 265 à 272, continuer de percevoir elle-même la taxe scolaire jusqu'au plus tard pour l'année scolaire 1987-1988.

Malgré l'article 619 et les dispositions de concordance édictées par la section I du présent chapitre, les dispositions concernant la perception des taxes scolaires demeurent en vigueur pour permettre à une nouvelle commission scolaire qui se prévaut du premier alinéa de percevoir les taxes qui lui sont dues.

Cependant, une telle commission scolaire peut, en tout temps, conclure une entente avec une corporation municipale ou une municipalité, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale, pour la perception de ses taxes et les dispositions de la présente loi sur la perception de la taxe scolaire s'appliquent alors à cette perception.

613. Toute personne qui est titulaire d'un brevet d'enseignement en vigueur le (*inscrire le jour précédent l'entrée en vigueur du chapitre VII*) est réputée être titulaire d'un permis d'enseigner exigé par la présente loi.

Cette personne continue de bénéficier des droits et privilèges attachés à ce brevet.

614. Une personne titulaire d'un permis d'enseigner délivré en vertu du règlement relatif au permis et au brevet d'enseignement adopté par l'arrêté en conseil 592 du 30 mars 1966, et qui n'a pas complété ses deux années de stage probatoire a droit de recevoir du ministre un permis d'enseigner exigé par la présente loi si:

1° elle a enseigné pendant au moins 90 jours au cours de la période de validité de son permis, dont au moins 20 jours consécutifs;

2° elle fournit, pour chaque engagement, une attestation délivrée par une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé autre qu'une institution qui détient un permis de culture personnelle.

615. Le ministre accorde un permis d'enseigner prévu par la présente loi à toute personne dont le permis délivré en vertu du Règlement relatif au permis et au brevet d'enseignement est expiré et qui n'a pas enseigné pendant la période de validité de son permis, à la condition que cette personne ait enseigné 45 jours, avec l'autorisation préalable du ministre, dans une commission scolaire ou dans une institution d'enseignement privé autre qu'une institution qui détient un permis de culture personnelle.

616. L'étudiant inscrit à un programme de formation des enseignants au moment de l'entrée en vigueur du chapitre VII est réputé inscrit à un programme de formation d'enseignant conforme à la présente loi lorsqu'une université, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé, autre qu'une institution qui détient un permis de culture personnelle, atteste que cet étudiant a réussi l'équivalent du stage qui y est prévu.

617. Le titulaire d'une autorisation provisoire d'enseigner délivrée en vertu de l'arrêté en conseil 3878 du 17 novembre 1972, continue de bénéficier des droits et privilèges qui sont attachés à cette autorisation.

À sa date d'expiration, l'autorisation provisoire peut être renouvelée jusqu'au 30 juin 1986 si le titulaire démontre qu'il a satisfait aux obligations qui y sont mentionnées. Dans le cas contraire, le titulaire doit démontrer qu'il n'a pu satisfaire aux obligations prévues pour une cause qui ne lui est pas imputable.

À partir du 30 juin 1986, le ministre accorde une autorisation temporaire d'enseigner au détenteur d'une autorisation provisoire d'enseigner qui possède au moins les deux tiers de la formation exigée et qui enseigne dans une commission scolaire ou une institution d'enseigne-

ment privé autre qu'une institution qui détient un permis de culture personnelle.

618. Les permis de garde en milieu scolaire délivrés par l'Office des services de garde expire le (*inscrire ici la date de l'entrée en vigueur du chapitre III*).

619. À compter du 1^{er} juillet 1985, la présente loi remplace les parties I à IX de la Loi sur l'instruction publique qui cessent de s'appliquer sauf:

1° dans les cas et dans la mesure prévus au chapitre IX;

2° les dispositions relatives aux emprunts pour les émissions d'obligations effectuées avant le 1^{er} juillet 1985, jusqu'à échéance de ces obligations.

620. Dans une loi, une proclamation, un règlement, une ordonnance, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou un autre document, un renvoi à la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est censé être un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente de la présente loi.

621. Les règlements adoptés en vertu de la Loi sur l'instruction publique ou en vertu de l'article 30 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'Éducation et applicables aux personnes ou organismes visés par la présente loi s'appliquent, dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, modifiés ou annulés par un règlement adopté en vertu de la présente loi.

622. À compter du 1^{er} juillet 1985, le titre de la Loi sur l'instruction publique est remplacé par le suivant:

«Loi sur l'instruction publique pour les commissions scolaires confessionnelles et les communautés nordiques».

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

623. Le ministre de l'Éducation est responsable de l'application de la présente loi à l'exception des articles 187, 188, 249 à 255 et du paragraphe 5° de l'article 308 dont le ministre des Transports est responsable de l'application.

624. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

625. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 1985, à l'exception des chapitres V, VI et X qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1984.

ANNEXE A

COMMISSIONS SCOLAIRES CONFESSIONNELLES

1. La Commission scolaire catholique de Montréal et la Commission scolaire protestante de Montréal qui ont compétence sur le territoire suivant:

Comprendra toute cette étendue ou pièce de terre (étant partie et pièce du comté de Montréal), bornée en front, par le fleuve Saint-Laurent, et par derrière, par une ligne parallèle au cours général des murs de fortifications, sur le derrière de la dite cité à la distance de 100 chaînes de la porte communément appelée porte Saint-Laurent, et bornée sur le côté est ou le plus bas, par une ligne courant parallèlement au cours général des murs de fortifications, sur le côté est ou le plus bas de la dite cité, à la distance de 100 chaînes de la porte du côté du faubourg de Québec, communément appelée la porte de Québec; et sur le côté ouest ou le plus haut, par une ligne courant parallèlement au cours général des murs de fortifications, sur le côté ouest ou le plus haut de la dite cité, à la distance de 100 chaînes de la porte du côté du faubourg Saint-Antoine communément appelée la porte des Récollets.

(Proclamation du 7 mai 1792, adoptée en vertu de la Loi 14-15 Victoria, chapitres 96 et 97)

Note: *Les limites de la cité de Montréal en 1867 correspondent aux limites du cadastre de la Cité de Montréal dans les quartiers suivants: Centre, Est, Ouest, Sainte-Anne, Saint-Antoine, Saint-Jacques, Saint-Laurent, Saint-Louis et Sainte-Marie.*

2. La Commission scolaire catholique de Québec et la Commission scolaire protestante de Québec qui ont compétence sur le territoire suivant:

Cette étendue de terre qui, par et en vertu d'une certaine proclamation de Son Excellence Sir Alured Clarke, lieutenant-gouverneur de la province du Bas-Canada, émanée sous le grand sceau de la dite province, et datée le septième jour de mai de l'année de Notre-Seigneur mil sept cent quatre-vingt-onze, est désignée comme étant comprise dans la cité et ville de Québec, et qui était déclarée par la dite proclamation comme devant être connue sous ce nom, ainsi que le terrain qui s'étend jusqu'à la basse marée du fleuve Saint-Laurent en front de la dite cité et ville, ensemble avec le lit de la rivière St-Charles vis-à-vis la dite cité, prenant à la haute marée du côté nord de la dite rivière, depuis le prolongement de la ligne ouest de la rue St-Ours jusqu'à la ligne ouest de la ferme des religieuses de l'Hôtel-Dieu; de là, au sud le long de la dite ligne environ cinq cent cinquante pieds jusqu'à l'extrémité sud d'une jetée érigée sur la dite ferme à l'eau basse; de là,

directement à l'est environ huit cents pieds jusqu'au croisement de la ligne qui borne les concessions de grèves de la seigneurie de Notre-Dame des Anges, à l'eau basse; et enfin, de là, le long de la dite ligne des lots de grève courant au nord quarante degrés est, jusqu'au croisement du prolongement de la ligne des commissaires du havre de Québec, et de là en suivant la dite ligne des commissaires jusqu'à la ligne ouest de la cité, constitueront, depuis et après la passation de cet acte, et formeront et seront appelés la Cité de Québec; et tous les quais, jetées et autres constructions faites ou à faire sur le dit fleuve St. Laurent, vis-à-vis et joignant la dite cité et ville, quoique au-delà de la basse marée et s'étendant aussi loin que la dite ligne des commissaires, et au-delà, si elle est reculée par la suite, seront considérées comme étant dans les limites de la dite cité.

Note: Les limites de la Cité de Québec en 1867 correspondent aux limites du cadastre de la Cité de Québec dans les quartiers suivants: Champlain, Jacques-Cartier, Montcalm, Palais, Saint-Jean, Saint-Louis, Saint-Pierre et Saint-Roch.

ANNEXE B

COMMISSIONS SCOLAIRES DISSIDENTES

1. La Commission scolaire dissidente protestante de Baie-Comeau qui a compétence sur le territoire de l'ancienne ville de Baie-Comeau, tel qu'il existait le 31 décembre 1982.

2. La Commission scolaire dissidente catholique de Greenfield-Park qui a compétence sur le territoire de la ville de Greenfield-Park, tel qu'il existait le 18 avril 1983.

3. La Commission scolaire dissidente protestante Laurentienne qui a compétence sur le territoire des municipalités de Sainte-Agathe-des-Monts (ville), Sainte-Agathe (paroisse), Sainte-Agathe-Sud (village), Val-David (village), Lantier, Yvry-sur-le-Lac, Saint-Adolphe-d'Howard, Sainte-Lucie-des-Laurentides et Val-des-Lacs, tel qu'il existait le 18 avril 1983.

4. La Commission scolaire dissidente catholique de Portage-du-Fort qui a compétence sur le territoire du village de Portage-du-Fort, sur une partie du territoire de Litchfield (Canton), soit les lots 18 à 28 du rang 1, les lots 20 à 28 du rang 2 et le rang 3 au complet, sur une partie du territoire de Clarendon (Canton) soit les lots 23 à 28 des rangs 1 et 2, tel qu'il existait le 18 avril 1983.

5. La commission scolaire dissidente protestante de Rouyn qui a compétence sur le territoire de la ville de Rouyn, tel qu'il existait le 18 avril 1983.

TABLE DES MATIÈRES

		<i>Article</i>
CHAPITRE I	SERVICES ÉDUCATIFS	1
CHAPITRE II	ÉLÈVES	14
CHAPITRE III	ÉCOLE	
Section I	Constitution	28
Section II:	Conseil de l'école	
	§ 1.— <i>Composition et formation</i>	39
	§ 2.— <i>Fonctionnement</i>	50
Section III:	Comités de l'école	63
Section IV:	Personnel de l'école	
	§ 1.— <i>Dispositions générales</i>	75
	§ 2.— <i>Directeur d'école</i>	82
Section V:	Fonctions de l'école	90
	§ 1.— <i>Application du régime</i> <i>pédagogique</i>	94
	§ 2.— <i>Services d'enseignement</i>	99
	§ 3.— <i>Services complémentaires</i> <i>et particuliers</i>	109
	§ 4.— <i>Évaluation</i>	113
	§ 5.— <i>Services à la communauté</i>	117
Section VI:	Ressources de l'école	
	§ 1.— <i>Ressources humaines</i>	120
	§ 2.— <i>Ressources matérielles</i>	123
	§ 3.— <i>Ressources financières</i>	127
CHAPITRE IV	COMMISSION SCOLAIRE	
Section I:	Constitution	133
Section II:	Conseil d'administration	
	§ 1.— <i>Composition</i>	138
	§ 2.— <i>Élection du commissaire d'école</i>	139
	§ 3.— <i>Fonctionnement</i>	168
Section III:	Comités de la commission scolaire	180
Section IV:	Directeur général	192
Section V:	Fonctions de la commission scolaire	199
Section VI:	Ressources humaines	219
Section VII:	Ressources matérielles	230
Section VIII:	Ressources financières	
	§ 1.— <i>Budget et emprunt</i>	235
	§ 2.— <i>Transport</i>	249
	§ 3.— <i>Taxation</i>	256
	1.— <i>Imposition de la taxe</i>	259
	2.— <i>Perception de la taxe</i>	265
	3.— <i>Référendum</i>	273

CHAPITRE V	MINISTRE DE L'ÉDUCATION	292
CHAPITRE VI	RÉGLEMENTATION	308
CHAPITRE VII	PERMIS D'ENSEIGNER	312
Section I:	Délivrance du permis	313
Section II:	Révocation ou suspension du permis	315
CHAPITRE VIII	TUTELLE	327
CHAPITRE IX	COMMISSIONS SCOLAIRES CONFES- SIONNELLES ET DISSIDENTES	
Section I:	Interprétation	330
Section II:	Commission scolaire confessionnelle	334
Section III:	Commission scolaire dissidente	337
CHAPITRE X	DISPOSITIONS PROVISOIRES	
Section I:	Commission de mise en oeuvre	
	§ 1.— <i>Organisation</i>	340
	§ 2.— <i>Fonctions et pouvoirs</i>	347
	§ 3.— <i>Comité exécutif</i>	
	1.—Composition	355
	2.—Fonctions et pouvoirs	361
Section II:	Comité de mise en oeuvre	
	§ 1.— <i>Organisation</i>	367
	§ 2.— <i>Fonctions</i>	378
Section III:	Commission scolaire existante	403
Section IV:	Représentation syndicale	410
Section V:	Disposition particulière à l'île de Montréal	425
Section VI:	Dispositions financières	430
CHAPITRE XI	DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	
Section I:	Dispositions de concordance	432
Section II:	Dispositions transitoires	600
Section III:	Dispositions finales	623